



## **ORGANISATION OEIL OUVERT SUR HAITI (OOH)**

*Adresse : 524 Autoroute de Delmas, Pétion-Ville, Haïti*

*Tel: (509) 257-38 58; 462-57 92/806-0786 E-mail : [oeilouverts@yahoo.fr](mailto:oeilouverts@yahoo.fr)*

*P.O Box: 15411, Pétion-Ville, Haïti 22 WALKER LANE BLOMFIEL ,CT 06002*

*860-983 9888*

*CONNECTICUT : U S A*

Le 29 Août 2008

Monsieur,

Au nom de l'organisation Oeil ouvert sur Haïti ,(OOH) nous voulons de part notre solidarité au peuple Cubain , vous écrire dans le but de solliciter la levée de blocus économique qui pèse lourdement sur ce pays d'honneur et de grandeur patriotique qui est le CUBA c'est l'Etat socialiste libre , depuis plus de quarante trois ans environ, Le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique, le plus cruel et le plus prolongé jamais appliqué dans l'histoire de l'humanité, ne cesse de mettre en question la justice , le droit , la liberté de ce peuple , ce problème ne laisse pas indifférent les acteurs de droit de l'homme, une situation qui a fait couler beaucoup d'encre et des réflexions de toutes sortes à la recherche de la raison et la causalité de ce blocus. Qui reste un sujet de valeur à L'ONU

Nous aimerions souligner pour vous que L'ONU , est L'Organisation des Nations Unies, fondée après la deuxième guerre mondiale dans le but d'éviter l'abus de pouvoir ou d'autorité même une éventuelle troisième guerre mondiale , cela est aussi vrai que l'Organisation a ses représentants à travers le monde , nous sommes convaincu que , la charte de L'ONU a été élaborée en vue, de faire respecter les Etats de droit, : le droit humain, la liberté et la justice de tous les citoyens planétériement existés, et d'apporter la paix dans le monde

Aujourd'hui cela nous étonnent , de voir sous les yeux des différents représentants de L'ONU , une situation cruciale qui est le blocus économique sur Cuba établi par un autre pays membre de L'ONU, un crime qui porte atteinte à la liberté ,le droit et le choix d'un peuple n'oubliez pas que vous avez signé des traités conventionnels à l'élaboration de la charte des Nations Unies dans lesquelles vous avez énoncés des principes de base et des lois sur le droit de chaque pays , groupe, et individu... vous avez prudemment démontré point par point que tout homme , groupe, pays doit jouir librement sa liberté

Depuis ,l'indépendance de Cuba et tous les acquis sociaux de son peuple sont en danger



## **Instruments internationaux des droits de l'homme**

 [Instruments internationaux en cours de développement](#)

 [La Charte des Nations Unies](#)

 [La Charte internationale des droits de l'homme](#)

- [Déclaration universelle des droits de l'homme](#)
- [Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels](#) \*
- [Pacte international relatif aux droits civils et politiques](#) \*
- [Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques](#) \*
- [Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort](#) \*

 [Le Droit à l'autodétermination](#)

- [Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux](#)
- [Résolution 1803 \(XVII\) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1962, "Souveraineté permanente sur les ressources naturelles"](#)

#### La Lutte contre la discrimination

- [Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale](#)
- [Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale](#) \*
- [Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid](#) \*
- [Convention internationale contre l'apartheid dans les sports](#) \*
- [Convention concernant la discrimination \(emploi et profession\)](#) \*\*
- [Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs \(Règles de Beijing\)](#)
- [Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir](#)
- [Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature](#)
- [Traité type sur le transfert des poursuites pénales](#)
- [Traité relatif au transfert de la surveillance des délinquants bénéficiant d'un sursis à l'exécution de la peine ou d'une libération conditionnelle](#)
- [Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées](#)
- [Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions](#)

#### Liberté de l'information

- [Convention relative au droit international de rectification](#) \*

#### Liberté d'association

- [Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical](#) \*\*
- [Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective](#) \*\*
- [Convention concernant les représentants des travailleurs](#) \*\*

- [Convention sur les relations de travail dans la fonction publique](#)  
\* \*  
\*
- [Recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages](#)
- [Déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples](#)

#### Bien-être, progrès et développement dans le domaine social

- [Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social](#)
- [Déclaration des droits du déficient mental](#)
- [Principes pour la protection des personnes atteintes de maladie mentale et pour l'amélioration des soins de santé mentale](#)
- [Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition](#)
- [Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme \(UNESCO\)](#)
- [Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité](#)
- [Principes directeurs pour la réglementation des fichiers informatisés contenant des données à caractère personnel](#)
- [Déclaration des droits des personnes handicapées](#)
- [Déclaration sur les droits des peuples à la paix](#)
- [Déclaration sur le droit au développement](#)
- [Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille](#) \*

#### Droit à la culture, coopération et développement culturels sur le plan international

- [Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale](#)
- [Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales](#)

#### Nationalité, apatridie, asile et réfugiés

- [Convention sur la nationalité de la femme mariée](#) \*
- [Convention sur la réduction des cas d'apatridie](#) \*
- [Convention relative au statut des apatrides](#) \*
- [Convention relative au statut des réfugiés](#) \*
- [Protocole relatif au statut des réfugiés](#) \*

- [Statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés](#)
- [Déclaration sur l'asile territorial](#)
- [Déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne possèdent pas la nationalité du pays dans lequel elles vivent](#)

#### Crimes de guerre et crimes contre l'humanité y compris le génocide

- [Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide](#) \*
- [Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité](#) \*
- [Principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité](#)

## **Déclaration universelle des droits de l'homme**

### **Préambule**

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement,

L'Assemblée générale

Proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

**Article premier**

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

## **Article 2**

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

## **Article 3**

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

## **Article 4**

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

## **Article 5**

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

## **Article 6**

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

## **Article 7**

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

## **Article 8**

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

## **Article 9**

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.

## **Article 10**

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

## **Article 11**

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.
2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine

plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

## **Article 12**

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

## **Article 13**

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

## **Article 14**

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.
2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

## **Article 15**

1. Tout individu a droit à une nationalité.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

## **Article 16**

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.
2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.
3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

### **Article 17**

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété

### **Article 18**

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

### **Article 19**

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

### **Article 20**

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

## **Article 21**

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

## **Article 22**

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

## **Article 23**

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.
2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal
3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.
4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

## **Article 24**

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

## **Article 25**

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.
2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

## **Article 26**

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.
2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.
3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

### **Article 27**

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent
2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

### **Article 28**

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

### **Article 29**

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible.
2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.
3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

### **Article 30**

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant, pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

- Dans l'histoire de la Révolution cubaine, les politiques, les programmes et les actions agressives de successifs gouvernements des Etats-Unis contre Cuba, dans le but d'anéantir le processus révolutionnaire entrepris par le peuple Cubain ,ont été une constante .Jamais une politique extérieure contre pays n'a été tellement fournie d'un arsenal si large et sophistiqué de mesures agressives dans les domaines politique,économique ,culturel,diplomatique,militaire,psychologique et idéologique.
- Cette guerre non déclarée contre Cuba , parmi d'autres actions,transite pour l'organisation des activités terroriste contre le pays et leur support, pour le maintien du ferme blocus commercial et financier et l'utilisation honteuse des propres diplomates états-uniens comme des vulgaires courriers pour faire parvenir de l'argent et des prébendes à des citoyens qui à l'intérieur de Cuba agissent en tant que mercenaires au service de la politique états-unienne d'hostilité et d'agression et travaillent pour perturber l'ordre constitutionnel établi légitimement à Cuba,tout en pléinant le droit à la liberté de détermination du peuple Cubain.
- La mise en question du système politique et électoral cubain constitue un des piliers fondamentaux de l'hostilité contre Cuba, encouragée par les Etats-Unis en matière de démocratie et des droits de l'homme. La puissante machinerie de propagande dans les mains de l'impérialisme états-unien s'est chargée d'attaquer ce système cubain et de présenter comme « des dissidents ou des opposants

pacifiques» et «des défenseurs des droits de l'homme » les mercenaire qu'elle finance pour encourager sa politique anti-Cubaine.

- La Révolution Cubaine libéra, sauva et renforça la nation cubaine. Le peuple cubain cassa le joug du racisme institutionnel, de la discrimination des femmes, du népotisme et de la corruption politique, des assassinats et des disparitions politiques, de l'analphabétisme, du chômage chronique, de l'insalubrité de la domination idéologique et de l'imposition d'étalons de pseudo-culturels qui lui sont étrangers, de la famine et de la misère.
- Le système politique cubain est l'expression digne de la foi de la volonté de son peuple, dans l'exercice de son droit légitime à la libre détermination. Il est vraiment authentique et autochtone, largement démocratique et participatif.
- Le peuple cubain connaît dans sa propre peau les conséquences néfastes de la baptisée démocratie libérale bourgeoise. Il a vécu la triste expérience du système «pluripartite » et représentatif » qui porta comme conséquence la dépendance extérieure, la corruption, la fraude politique et administrative, la famine, les maltraitements physiques et la torture, les disparitions, l'analphabétisme et la pauvreté des vastes secteurs de la population, la discrimination et le racisme institutionnel.
- Depuis son début la Révolution Cubaine se plongea dans le dessein d'un modèle lui permettant d'éradiquer tous ces maux hérités. Elle s'engagea depuis ce moment à développer son projet de justice sociale et d'équité, profondément humain, lequel est garanti au peuple cubain par la première fois dans l'histoire de Cuba, l'exercice plein de tous ses droits sans distinction d'aucun genre.
- La démocratie à Cuba ne représente pas un concept formel et abstrait, elle est garantie au moyen de la participation pleine des citoyens à la conduite de toutes les affaires publiques et à travers l'attention et la satisfaction des besoins matériels et spirituels de l'être humain. Démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. Le peuple cubain continue à avancer dans son processus révolutionnaire de transformations permanentes pour l'approfondissement de la démocratie et la participation populaire.
- La démocratie à Cuba repose en plus sur la pluralité d'avis qui influence la conformation des consensus déterminant le cours politique, économique, social et culturel de la nation – et la condition de chaque cubain en tant que participant à l'exercice du pouvoir et bénéficiaire et le copropriétaire du patrimoine, des richesses et des moyens fondamentaux de production de la nation.
- Le système démocratique cubain remplit les conditions requises d'authenticité, de légitimité, de justice et de effectivité. La protection et la garantie des droits et des libertés aux citoyens cubains établies par la constitution de la République et la restante législation nationale, non seulement sont compatibles avec la nature et la portée de ces droits et libertés consacrés par la Déclaration Universelle, mais dans la de nombreux aspects l'enceinte de la reconnaissance et de la protection est beaucoup plus large et compréhensive.

Cuba a construit un système social sur la base d'un Etat de Droit, où l'on garantit une protection juridique et des conditions matérielles pour la jouissance de tous les droits de l'homme.

OOH :

D'après le CubaminRex , CI-dessous : Cuba semble avoir été victime des agressions des Etats –Unis d'amerique contre son droit de vivre librement étant qu'un peuple comme tous les autres peuple sur la planète terre puisqu'aujourd'hui encore le peuple cubain souffre amere de ce blocus économique etablit par les Etas –Unis d'amerique depuis plus de quarants cinq ans environ , on se demande ou se trouve les differentes nations qui ont signées en commun l'accord de la déclaration de droit de l'homme , ou se trouvent les deffenseurs de droit de l'homme , sont- ils présents , entent-ils ,voit-ils l'état d'un peuple fort courageux qui sous la menace d'un autre Etat libre et puissant souffre .



Les menaces, les déclarations et les actions agressives des différente administrations nord-américaines contre Cuba, en vue d'en détruire la Révolution entreprise par le peuple cubain, ont été une constante durant ces quarante-sept ans.

L'hostilité malade des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba revêt une nature tout à fait sui generis et unique en son genre. Jamais aucun gouvernement au monde n'a utilisé en politique extérieure une telle panoplie de mesures agressives dans les domaines politique, économique, culturel, diplomatique, militaire, psychologique et idéologique. Aucun gouvernement au monde n'a suivi aussi longtemps contre un autre une politique de coercition et d'hostilité, bien qu'il s'agisse de deux pays qui ne se trouvent pas dans un état de guerre déclaré

Les actions et les déclarations de l'administration Bush ces quatre dernières années ratifient que son objectif principal est de liquider les profondes transformations révolutionnaires engagées par le peuple cubain depuis 1959 et ce par tous les moyens, militaires y compris.

L'euphémisme « promouvoir la transition à la démocratie et le respect des droits de l'homme », qui camoufle les motivations impérialistes des Etats-Unis, se double ces dernières années d'une vision d'urgence constamment martelée par de hauts fonctionnaires de Washington dans leurs déclarations : autrement dit, la « transition » à Cuba – donc le « changement de régime » selon le vocabulaire à la mode doit se faire au plus vite. Et ce facteur temporel permet de mieux évaluer les plans de l'administration Bush contre Cuba.

Le baptisé « changement de régime » a toujours été l'axe de la politique des Etats-Unis par rapport à Cuba, la différence – depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 – étant que cette politique s'exécutait avant d'une manière secrète par des agressions tous azimuts, mais sans délai. Or, au vu et au su de l'opinion publique internationale, l'administration Bush vient de structurer sans la moindre pudeur un plan unique intégrant tous les programmes et toutes les actions contre Cuba.

L'Empire proclame impudemment son « droit » à changer à sa guise les gouvernements et les systèmes politique en place, recourant pour cela à des prétextes qui varient en fonction de ses intérêts hégémoniques. De cette manière on s'est servi des raisons telles que la lutte contre le terrorisme et le combat contre la prolifération des armes d'extermination de masse jusqu'à la toute récente cantilène de la nécessité de « mettre fin aux tyrannies ».

La rhétorique hypocrite et cynique au sujet de la « liberté » a été l'axe des nombreuses déclarations de Bush et de hauts fonctionnaires du département d'Etat, et des meneurs les plus rageurs de la mafia anti-cubaine terroriste de Miami au sujet de Cuba.

Libérer le peuple cubain de qui ? Le peuple cubain s'est bel et bien libéré en 1959 de la sanglante tyrannie de l'américanophile Fulgencio Batista, du contrôle néo-colonial que les autorités de Washington et les transnationales états-uniennes, propriétaires des principales richesses et du patrimoine cubain, exerçaient sur l'île, ainsi que de la présence et de l'influence des mafias nord-américaines. La Révolution a libéré, préservé et renforcé la nation cubaine. Le peuple cubain a brisé le joug du racisme institutionnel, de la discrimination de la femme, du népotisme et de la corruption politiques, des assassinats et des disparitions politiques, de l'analphabétisme, du chômage chronique, de l'insalubrité, de la faim et de la misère. De la seule chose dont le peuple cubain a encore à se libérer, c'est du blocus et de l'hostilité des Etats-Unis, de leurs agressions, de leurs visées, de leurs plans de lui réimposer leur domination, du sous-développement hérité du colonialisme et du néo-colonialisme, ainsi que d'un ordre économique international injuste qui limite ses possibilités de développement.

La possibilité d'une agression militaire de la part des Etats-Unis est donc aujourd'hui aussi réelle qu'à l'époque de l'invasion mercenaire de Playa Girón (baie des Cochons). Il suffirait d'analyser à cet égard l'aggravation et la recrudescence des actions agressives tous azimuts des Etats-Unis contre Cuba, en particulier les déclarations menaçantes réalisées tant à Washington qu'à Miami, tout ceci dans le cadre d'une agressivité à l'échelle mondiale sans précédent des secteurs de pouvoir aux Etats-Unis.

Le caractère impérialiste des conceptions et des approches composant la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis qui a été révélée officiellement le 17 septembre 2002 ne laisse guère de place au doute. Les éléments clefs en sont :

1. L'attaque préventive, au nom de laquelle ils auraient le droit d'intervenir unilatéralement, d'une manière rapide et décisive, contre tout pays qu'ils considèrent une menace potentielle à leur sécurité.
2. Le changement de régime, une pratique destinée à renverser les gouvernements qui ne sont pas de leur goût et à imposer au nom de la « démocratie » et des « droits de l'homme » des régimes chargés de garantir les intérêts de la puissance occupante.

Cette nouvelle Stratégie de sécurité nationale états-unienne signale sans détours que « tout en s'efforçant constamment de chercher le soutien de la communauté internationale, le pays n'hésitera pas à agir seul, si besoin était, pour exercer son droit à l'autodéfense par une action préventive ».

Autrement dit, les Etats-Unis recourront aux Nations Unies et à d'autres instances du système international uniquement quand ceux-ci leur seront utiles pour soutenir leur projet de domination hégémonique à l'échelle planétaire, ce qui est là afficher tout leur mépris pour le multilatéralisme.

Le concept d' « attaque préventive » n'est pas nouveau, mais c'est la première fois qu'il est élevé au rang de principe doctrinaire dans la stratégie de sécurité nationale de la seule superpuissance.

Dans son discours du 1er juin 2002 à l'académie militaire de West Point, le président Bush a affirmé publiquement sa détermination de subordonner tous les pays du monde à la volonté de son gouvernement quand il s'est exclamé : « Chaque nation, où qu'elle soit, doit prendre maintenant une décision : soit elle est avec nous soit elle est avec le terrorisme. »

En allouant un budget de plus de 400 milliards de dollars au département de la Défense et en nommant plusieurs faucons de la droite néo-conservatrice aux postes les plus importants des départements d'Etat, de la Défense et de la Justice, dont un expert en opérations clandestines à la tête de la Central Intelligence Agency (CIA), l'administration Bush semble avoir engagé une nouvelle escalade dans sa politique de guerre préventive et dans sa volonté de consolider son hégémonie mondiale par le recours à la force ou à la menace de la force.

La décision inébranlable du peuple cubain d'exercer en plénitude son droit à l'autodétermination constitue un écueil évident pour les plans impériaux de domination politique, économique et militaire des cercles de pouvoir états-uniens, non par la grandeur économique ou militaire de Cuba, mais par le défi politique et moral que représente cette attitude d'un petit pays dans l' « arrière-cour » traditionnelle des Etats-Unis, et par l'alternative prometteuse que son projet de justice sociale et d'équité représente pour des millions de personnes dans le monde. Voilà pourquoi de nombreux documents produits dernièrement en matière de sécurité nationale présentent de nouveau Cuba comme une « menace ».

La thèse de la prétendue « menace » que Cuba représenterait pour la sécurité des Etats-Unis a été fabriquée de toutes pièces à partir de prétextes que différents hauts fonctionnaires de l'administration Bush ne cessent de présenter dans leurs interventions, entre autres les prétendus liens de Cuba avec le terrorisme et le narcotrafic ; l'existence de programmes cubains visant à « la mise au point d'armes biologiques d'extermination massive » ; l'éventualité d'un exode massif vers la Floride. Or, le gouvernement cubain a démenti et désarticulé publiquement chacune de ces allégations par des preuves absolument irréfutables.

Nous présentons ensuite, en ordre chronologique, quelques exemples démontrant la spirale agressive de l'administration Bush contre Cuba lors de dernières années :

2004 - L'adoption et la mise en œuvre accélérée du Rapport de la « Commission d'aide à Cuba libre »

Les déclarations et les actions agressives de l'administration Bush ont atteint des niveaux sans précédent l'an 2004. L'une des actions les plus graves a été l'adoption, le 6 mai 2004, du Rapport de ladite Commission d'aide à Cuba libre, et la mise en œuvre accélérée des mesures qu'il contient.

Dan Fisk, l'un des sous-secrétaires d'Etat adjoints, déclarait : « C'est la première stratégie générale de l'administration pour aider le peuple cubain à hâter l'arrivée de jour de la liberté à Cuba... et pour préparer les Etats-Unis à soutenir la transition démocratique à Cuba... Ce sont des moyens pour atteindre une fin : la fin de la dictature castriste. »

Des experts états-uniens en politique extérieure ayant d'occupé d'importantes fonctions sous des administrations antérieures et dans des organismes internationaux, à commencer par Peter Hakim, président de Dialogue interaméricain, ont reconnu que la politique de la Maison-Blanche contenue dans ce Rapport prétendait provoquer de la violence et une déstabilisation sociale dans l'île, selon une lettre adressée à Colin Powell, secrétaire d'Etat, et divulguée le 9 septembre 2004 par les correspondants du journal mexicain La Jornada à Washington et à New York.

Le Rapport en question comprend tant des mesures et des actions visant à renverser le gouvernement cubain qu'un projet d'organisation politique, juridique, économique et social de la future société cubaine selon la vision de Washington et sous son occupation militaire.

Bien que ce plan réponde aux intérêts électoraux de Bush en Floride, il s'agit dans le fond de couronner enfin la prétention stratégique des Etats-Unis depuis maintenant deux siècles : dominer l'île de Cuba et assimiler sa population à la société états-unienne.

Le plan nord-américain est cruel, cynique, démagogique, frappé au sceau de l'ingérence, viole la Charte des Nations Unies, le droit international, la Constitution et les lois des Etats-Unis, les droits de l'homme tant des Cubains de l'île que des Cubains des Etats-Unis, ainsi que ceux des Etats-Uniens eux-mêmes.

Il est évident que pour appliquer les mesures entérinées par le rapport d'Aide à Cuba libre, les Etats-Unis devront intervenir militairement à Cuba et instaurer par la force un gouvernement d'occupation qui exécuterait au pied de la lettre les plans minutieusement tracés et liquiderait le système constitutionnel que le peuple cubain a fait sien librement et souverainement.

La traque des actifs financiers de Cuba à l'étranger

Lançant une agression sans précédent dans l'histoire des relations financières internationales, l'administration Bush a promulgué en 2004 de nouvelles mesures visant à entraver et à bloquer les opérations financières à l'étranger de la République de Cuba. (Cf. Message de Fidel Castro Ruz lu à la Table ronde d'information sur les nouvelles agressions économiques de l'administration nord-américaine et sur la réponse cubaine, le 26 octobre 2004.)

Le premier indice qu'une nouvelle agression économique à grand échelle était en marche fut l'amende de cent millions de dollars infligée début octobre 2004 par la Réserve des Etats-Unis à la plus grande banque suisse, Union des banques suisses (UBS), qui aurait censément violé les sanctions états-uniennes à la Libye, à l'Iran, à la Yougoslavie et à Cuba, en en acceptant des billets ou en leur en ayant envoyés.

En fait, dès mai 2004, les législateurs de la mafia cubano-américaine et la presse de Miami, de concert avec le gouvernement des Etats-Unis, orchestrèrent une campagne systématique de ragots et de calomnies sur l'origine et la destination des fonds cubains en dollars, ainsi que de pressions et de menaces visant à effrayer toutes les banques qui pourraient avoir des relations financières avec Cuba afin qu'elles renoncent à recevoir des billets états-uniens en provenant, le but final étant de priver Cuba de son droit à utiliser la devise états-unienne dans des activités totalement légitimes comme le tourisme.

La mafia anti-cubaine, toujours aussi hystérique, lança de nombreux appels au gouvernement, aux différentes commissions du Congrès et au système juridique pour qu'ils enquêtent sur les courants financiers cubains et punissent les responsables de ces prétendues activités de « blanchiment ».

Le 9 octobre 2004, Daniel W. Fisk, sous-secrétaire du département d'Etat aux questions interaméricaines, affirmait devant l'Association des vétérans cubano-américains : « ...un autre axe de notre stratégie est d'identifier les filières, si longtemps ignorées, des revenus, du régime castriste et d'agir pour les réduire. Par exemple, le tourisme qui a remplacé les exportations de sucre comme la principale source de devises. »

Entre les nouvelles mesures adoptées par le gouvernement états-unien dans ces buts, Fisk dit : « Nous avons constitué un Groupe de traque des actifs cubains, formé de fonctionnaires de plusieurs organes chargés de l'application de la loi, qui analysera de nouvelles voies pour détecter les mouvements de devises vers et depuis Cuba et pour les bloquer. »

Le 10 mai 2004, El Nuevo Herald de Miami publiait un article bourré d'insultes et de mensonges éhontés, intitulé : « Cuba a blanchi 3,9 milliards de dollars dans une banque suisse ». Non content de dénaturer tout ce qui a trait aux opérations commerciales normales de notre pays avec l'étranger, le journaliste incitait les autorités nord-américaines à adopter de nouvelles mesures contre nous, concluant comme suit : « Les législateurs cubano-américains pourraient peut-être convoquer des audiences des commissions correspondantes de la Chambre des représentants pour qu'elles éclaircissent ce scandale colossal. »

Le 9 juin 2004, un nouvel article d'El Nuevo Herald suggérait que les fonds déposés sur la banque suisse étaient crédités « à des personnes ou à des institutions inconnues dans des banques non révélées », alors que ces fonds ont été utilisés dans tous les cas à des transactions commerciales normales avec des sociétés commerciales et industrielles reconnues à l'échelle internationale. Le journal exigeait d'une manière hystérique que la liste des entreprises ayant réalisé des opérations commerciales ou financières avec Cuba, et écrivait : « Voilà les noms que nous devons connaître. Les législateurs de la Floride, Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz-Balart, doivent exercer des pressions pour qu'on sache où cet argent a abouti et d'où il provenait. »

El Nuevo Herald informait de nouveau, le 10 juin, que la mafia de Miami, utilisant ses porte-parole les plus connus, les législateurs Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz-Balart, demandait à l'administration nord-américaine de mener une enquête sur l'origine et la destination des fonds susmentionnés : « Les Etats-Unis doivent mener une enquête sur l'origine et la destination des quelques 3,9 milliards de dollars que le gouvernement cubain a « blanchis » à travers un programme international de la Réserve fédérale, ont déclaré hier les législateurs Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz-Balart dans une lettre adressée à la Réserve fédérale et à la commission des Finances de la Chambre. »

Ileana Ros-Lehtinen affirmait dans un communiqué de presse du 22 juin : « J'attends le résultat des enquêtes... Si l'UBS est coupable d'avoir violé les restrictions des Etats-Unis sur les transactions avec des régimes terroristes comme celui de Cuba, il est capital d'infliger aux responsables l'amende qu'ils méritent. »

Poursuivant sa campagne, elle écrivait le 30 juin au président de la commission des Relations internationales de la Chambre des représentants pour lui demander d'ouvrir une enquête sur cette question.

Le 3 juin 2004, El Nuevo Herald s'en prenait à la Banque interaméricaine de développement (BID) et à la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL), les accusant de gonfler leurs estimations des envois de fonds à Cuba depuis les Etats-Unis, ce qui tendait à justifier l'origine légale des 3,9 milliards de dollars : « Voilà donc les coulisses que la BID et la CEPAL dissimulent en gonflant les chiffres d'envois de fonds aux familles qu'elles attribuent à la communauté cubano-américaine. Il faut l'éclaircir. Par ailleurs, ce scandale du blanchiment d'argent prouve que Cuba est le refuge discret de l'argent de terroristes et de voleurs. Il faut le révéler. »

Recourant au sensationnalisme élémentaire typique de la mafia anti-cubaine de Miami, El Nuevo Herald publiait, le 23 juillet, un nouvel article intitulé :

« (...) Enquête aux Etats-Unis sur les liens avec des fonds cubains », qui affirmait entre autres : « Les Etats-Unis ont ouvert une enquête judiciaire en vue de déterminer les relations éventuelles de « personnes juridiques et naturelles nord-américaines » avec les 3,9 milliards de dollars que Cuba a infiltrés dans le système bancaire international en utilisant un programme de la Réserve fédérale (...). »

Les mensonges publiés tous les jours à Miami sur ce point étaient si nombreux et si gros que l'institution bancaire mise sur la sellette fut contrainte de nier publiquement toute accusation de blanchiment d'argent, son porte-parole signalant le 25 juillet à Zurich « ne pas avoir

connaissance de nouvelles enquêtes sur la banque et a nié toute accusation de blanchiment » et précisant que « la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) et la Commission fédérale suisse des banques (CFB) ont déjà examiné ce cas. »

Faisant fi de ces déclarations, les mafieux de Miami et leurs organes de presse poursuivirent leur campagne perfide. Le 16 septembre, Ileana Ros-Lehtinen faisait de nouvelles déclarations : « "Ça fait boule de neige", a commenté la législatrice au Nuevo Herald,...."et d'autres banques sont sur la ligne de mire". »

Comme le gouvernement cubain l'a dénoncé en temps opportun, l'administration Bush se préparait à bloquer les revenus de notre pays provenant du tourisme et d'autres services et à réduire à zéro la possibilité que les Cubains vivant aux Etats-Unis fassent des envois de fonds à leurs familles de l'île, en empêchant Cuba de déposer sur des banques étrangères les dollars qu'elle obtient d'une manière licite et tout à fait transparente. Ainsi, Cuba ne pourrait pas utiliser ces dollars pour acheter des médicaments ou des aliments, ou pour importer les articles nécessaires aux magasins où ceux qui reçoivent de l'argent de leurs familles vivant aux Etats-Unis font justement des achats (Cf. Note informative du Gouvernement Révolutionnaire apparu dans le journal Granma, le 8 juin 2004)

On ne saurait concevoir une formule plus cynique et plus perverse : les Etats-Unis, dont le blocus cruel oblige ceux qui envoient de l'argent à leurs familles et ceux qui visitent notre pays à le faire en liquide, tentaient maintenant d'empêcher par des pressions éhontées que Cuba pouvait utiliser ces liquidités pour financer ses importations.

Cette situation exigea l'adoption de mesures urgentes qui protégeaient les intérêts du pays des graves préjudices que causerait cette nouvelle manœuvre contre Cuba. C'est dans ce but que le ministre président de la Banque centrale de Cuba, promulgua le 23 octobre 2004 la résolution 80/2004.

Lançant une opération complexe, mais réussie, qui n'avait pas pour but de récupérer des devises, mais de contrer une agression économique dangereuse en gestation, le gouvernement cubain retira, à compter du 8 novembre 2004, le dollar comme monnaie circulant dans le pays.

Il imposa aussi une commission de 10 p. 100 sur toute vente de dollars pour achat de pesos convertibles, en compensation des risques et des frais qu'entraîne la manipulation de cette monnaie étrangère pour l'économie cubaine par suite des plans ci-dessus mentionnés de l'administration états-unienne.

Ces mesures de riposte cubaines n'entraînèrent pas la pénalisation de la détention de dollars ou de toute autre monnaie convertible, ni la modification du taux de change entre dollar et peso convertible qui reste au pair. Toutes les personnes disposant de dollars eurent, à partir du 28 octobre, un délai de deux semaines (étendu ensuite à trois) pour les changer contre des pesos convertibles au pair et sans commission.

La Résolution signala aussi que les transactions faites à l'avenir avec des cartes de crédit ne seraient pas grevées de taxe, quelle que soit la monnaie, puisqu'elles n'impliquent aucun mouvement de liquidités.

Cette agression en gestation posa une sérieuse menace non seulement aux activités financières internationales de Cuba, mais aussi au droit au développement et aux droits économiques, sociaux et culturels du peuple cubain, en particulier de ses droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et à l'emploi, puisqu'il s'agissait de lui priver les ressources financières et les intrants nécessaires qui garantissent leur jouissance. Bref, l'administration Bush prétendait de bloquer les opérations financières internationales de Cuba afin de provoquer l'effondrement de l'économie et une situation sociale extrêmement critique pour une petite économie sous-développée, ouverte et dépendante des revenus du tourisme et du commerce extérieur.

Accuser Cuba de blanchiment est un mensonge éhonté, surtout provenant des autorités d'un pays dont les banques assurent la moitié des opérations illégales de ce genre à l'échelle mondiale ! Que les Etats-Unis, le principal marché et le plus gros consommateur de drogues au monde, accuse Cuba de blanchir de l'argent en provenance du narcotrafic est une infamie qui ne résiste pas à la moindre analyse ! Que le gouvernement du pays champion mondial de la corruption des entreprises et du terrorisme d'Etat, que des législateurs mafieux d'origine cubaine, eux-mêmes corrompus et terroristes, insinuent que Cuba blanchit de l'argent issu de la corruption et du terrorisme serait au mieux une blague de mauvais goût si on oubliait les graves préjudices qu'ils se préparaient à infliger à l'économie et au bien-être des Cubains!

Tentant d'asphyxier Cuba sur le terrain économique, l'Empire s'est une fois de plus brisé les dents sur la sagesse, la prévision, la créativité des dirigeants cubains, et sur leur étroite union avec le peuple cubain. La confiance, la compréhension et le soutien inconditionnel du peuple cubain à sa Révolution et à ses dirigeants sautaient aux yeux de n'importe quel observateur impartial et objectif.

Augmentation sensible des ressources matérielles et financières destinées à fomenter l'activité mercenaire contre le peuple cubain

Les déclarations de Dan Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, en date du 9 octobre 2004, sont éloquentes : la Maison-Blanche « alloua 14,4 millions de dollars – sur les 29 millions déjà dégagés à titre d'aide supplémentaire – pour soutenir l'essor de la société civile à Cuba et permettre au peuple cubain de consentir des efforts en vue d'un changement positif (...), 6 millions de dollars ayant déjà été alloués à l'US/AID pour élargir notablement son action auprès des groupes de la société civile. »

Fisk insista en particulier sur l'action conspirative de la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane qui, selon lui, continuait « de fournir plus de soutien à l'opposition que toute autre mission ou organe à Cuba ».

Qui peut croire que l'administration états-unienne soutienne vraiment de simples « combattants de la liberté et défenseurs des droits de l'homme » ? Qui prétend-elle berner ? En fait, d'un bout à l'autre de son intervention, Fisk parlait des mercenaires de la politique anti-cubaine, recrutés et formés par les services spéciaux états-uniens, et financés grâce à des fonds assignés directement par les autorités de Washington.

Les gouvernements états-uniens n'ont jamais soutenu politiquement, encore moins financièrement, les vrais défenseurs des droits de l'homme en Amérique latine qui, au risque de leur vie, s'opposèrent aux sanguinaires dictatures militaires imposées par Washington. Ils n'ont jamais protégé les défenseurs des droits de l'homme dans notre région. Au contraire, ils ont assuré des transferts de techniques pour élever les compétences des auteurs de tortures, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées !

Harcèlement accru pour décourager les rares voyages d'Etats-uniens à Cuba

En plus des restrictions frappant les voyages à Cuba en vigueur ces dernières années et des nouvelles limitations imposées en application des recommandations de la Commission d'aide à Cuba libre, les autorités états-uniennes ont renforcé les mesures punitives, infligeant de lourdes amendes, voire ouvrant des procès, contre des organisations et des personnes étant venues à Cuba.

Des dizaines d'ONG, dont plusieurs groupes de Cubano-américains, ont reçu la visite d'inspecteurs du département du Trésor qui leur ont remis des formulaires à remplir dans un délai maximum de vingt jours, dans lesquels elles devaient décrire par le menu leurs activités à Cuba.

Le 10 juin 2004, deux habitants de Key West, Peter Goldsmith et Michele Geslin, furent présentés devant les tribunaux pour avoir organisé en 1997, 2000, 2002 et 2003 la Conch Republic Cup, une régates se courant entre cet endroit et Cuba, qui réunissaient des régatiers du monde entier.

Trois religieuses méthodistes de Milwaukee durent payer chacune une amende de 25 000 dollars pour s'être rendues à Cuba en 1999 afin de resserrer des relations avec leurs homologues cubaines. « Les punitions sont contraires à la liberté religieuse et discriminatoires », a indiqué un porte-parole de cet ordre.

Violations accrues des accords migratoires et stimulation accrue à l'émigration illégale

Le 5 janvier 2004, trois jours avant le début d'un nouveau cycle de conversations migratoires bilatérales, les autorités états-uniennes les ajournèrent indéfiniment, faisant allusion à des éléments secondaires et sans la moindre importance, qui ont été débattus largement et en profondeur au cours des cycles de conversations précédents. (Cf. Déclaration du ministère des Relations extérieures de la République de Cuba, du 5 janvier 2004.)

Profitant des difficultés énergétiques transitoires auxquelles Cuba a dû faire face pendant plusieurs mois par suite de la grave panne de sa plus grande centrale thermoélectrique, Roger Noriega, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, a renouvelé de vieilles menaces : « Nous avons déjà averti le gouvernement cubain que les Etats-Unis considéreront comme une menace à leur sécurité nationale toute tentative de manipuler ou de provoquer une émigration massive vers leurs côtes. »

Sur le terrain migratoire, le seul fait positif fut les peines, entre vingt et vingt-trois de privation de liberté, infligées le 21 avril 2004 par un tribunal de Floride aux six pirates de l'air ayant détourné un DC-3 de la compagnie cubaine Aerotaxi, le 19 mars 2003.

À ce sujet, le ministère cubain des Relations extérieures émit une déclaration dans laquelle il affirma : « Le verdict prononcé contre ces pirates de l'air constitue un fait positif... et s'avère en conformité avec l'intérêt que Cuba et les Etats-Unis exprimèrent dans l'accord migratoire souscrit en 1994 d'orienter la migration cubaine vers des voies sûres, légales et ordonnées, et de s'opposer au recours à la violence de la part de toute personne qui tente d'arriver ou arrive aux Etats-Unis depuis Cuba par le détournement de bateaux ou d'avions. » (Cf. déclaration du MINREX du 24 avril 2004.)

Alors que le gouvernement des Etats-Unis a rendu les relations entre les émigrés cubains et leur pays d'origine de plus en plus difficiles, Cuba, face à d'énormes défis, a continué de les assouplir dans le cadre d'une évolution irréversible. (Cf. conférence de presse de Felipe Pérez Roque, ministre cubain des Relations extérieures, à propos de la Troisième Conférence « La Nation et l'émigration », 18 mai 2004, et son intervention à l'ouverture, le 21 mai 2004.)

Ainsi, en vertu d'un geste de paix, de justice et de bonne volonté, et en reconnaissance à leur position de respect et de rapprochement à leur patrie et à leur travail en faveur de contacts familiaux et la normalisation des relations entre les deux pays, le gouvernement rétablit la nationalité cubaine à sept membres de la 2506e Brigade, anciens participants à la défaite invasion militaire mercenaire de Playa Girón, en avril 1961. ces personnes avaient perdue leur nationalité comme une peine judiciaire accessoire.

Tel qu'il fut annoncé par Cuba en septembre 2003, les Cubains vivant à l'étranger ne devaient plus demander de permis d'entrée pour voyager à Cuba à partir du 1er juin 2004, sauf un petit nombre d'intégrants de groupes terroristes dû à des raisons logiques de protection. Les premiers peuvent simplement habilitier leurs passeports pour entrer au pays autant de fois qu'ils considèrent nécessaire.

Avec la réduction des voyages dans les deux sens, à partir des mesures et des politiques appliquées par l'administration états-unienne, et le renforcement des obstacles de toute sorte visant à aggraver la situation économique de Cuba et des familles, on tente de déclencher une crise migratoire qui pourrait devenir incontrôlable, de faire échouer les accords migratoires et, par conséquent, de faciliter le prétexte dont l'administration états-unienne aurait besoin pour recourir à une agression militaire.

Inclusion de Cuba dans toutes les listes de « mauvaise conduite » que rédige le département d'Etat

L'administration Bush a renforcé ces derniers mois ses actions contre l'essor de l'industrie touristique cubaine, en vue d'asphyxier l'économie du pays. La fabrication de l'image de Cuba comme « Etat voyou » joue un rôle essentiel dans ce sens.

Le danger des campagnes médiatiques fondées sur les mensonges et les calomnies au sujet de Cuba découle du fait que beaucoup de gens dans le monde connaissent mal la Révolution cubaine et risquent d'être victimes des faussetés que l'administration états-unienne répand à travers le monde grâce aux énormes médias dont elle dispose.

Le dernier rapport du département d'Etat sur le terrorisme dans le monde, d'avril 2004, inscrit de nouveau Cuba dans la liste des pays parrainant le terrorisme international.

Le gouvernement états-unien n'a pu ni ne pourrait jamais prouver la participation de Cuba à un seul acte terroriste. Leurs faux prétextes ont été discrédités et démentis au fil des années, ce qui a fait des fonctionnaires états-unis reconnaître que l'inclusion de notre pays sur cette liste était purement et simplement un instrument politique.

Il est d'ailleurs tout à fait paradoxal que le gouvernement états-unien refuse, recourant à des arguments creux, irrationnels et infondés, la proposition que lui a faite Cuba, dès le 29 novembre 2001, de souscrire un programme de lutte bilatéral contre le terrorisme et qu'elle a lui a présenté de nouveau à plusieurs reprises.

La politique de la Révolution cubaine en matière de terrorisme n'admet aucun doute, encore moins en provenance de Washington.

Cuba condamne la totalité des actes, des méthodes et de pratiques de terrorisme sous toutes leurs formes et manifestations, où que ce soit, qui que ce soit qui les commette, contre qui que ce soit qu'ils se commettent et quelles qu'en soient les motivations. Elle condamne de même toute action visant à encourager, à soutenir, à financer ou à occulter tout acte, toute méthode et toute pratique terroriste.

Cuba connaît parfaitement, peut-être plus qu'aucun autre pays au monde, les conséquences des actions terroristes. Dès les premiers jours de la Révolution, des hommes, des femmes et des enfants de notre pays ont été victimes du terrorisme le plus cruel et le plus impitoyable, très souvent parrainé, protégé, financé et organisé par le gouvernement même des Etats-Unis ou par ses protégés des organisations terroristes installées à Miami.

Le 14 juin 2004, le département d'Etat a présenté son Rapport sur le trafic d'êtres humains, où Cuba apparaît pour la seconde fois, les auteurs lui ayant consacré encore plus de lignes, encore plus de calomnies et encore plus d'offenses, insistant en particulier sur le prétendu tourisme sexuel en vigueur dans l'île basé sur la prostitution et le travail forcé des enfants.

Le gouvernement des Etats-Unis est vraiment très mal placé sur le plan de la morale et de la crédibilité pour accuser Cuba en matière de droits de l'enfant, à plus forte raison de trafic d'êtres humains.

Seuls deux pays au monde n'ont pas ratifié la Convention sur les droits de l'enfant, bien qu'elle ait été adoptée voilà maintenant quatorze ans et qu'elle constitue, avec un total de cent quatre-vingt-neuf ratifications, l'instrument juridique des droits de l'homme le plus universel. Les Etats-Unis est l'un d'eux !

Le gouvernement des Etats-Unis fut l'exécutant, à des fins politiques absolument sans scrupules, d'une des opérations de trafic d'enfants les plus atroces jamais réalisées dans l'Histoire, l'Opération Peter Pan, au moyen de laquelle quatorze mille petits Cubains furent, dans les années 60, séparés de leurs parents et conduits aux Etats-Unis où beaucoup furent victimes de harcèlements sexuels et de viols de la part de leur tuteurs, professeurs ou gardiens.

Les Etats-Unis sont les principaux consommateurs et promoteurs à l'échelle mondiale des pratiques criminelles de la pornographie et de la prostitution, qui comprennent l'abus de garçons et de filles et qui constituent l'une des causes fondamentales du trafic international d'êtres humains.

En 1999, l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba modifia le Code pénal pour y inclure de nouveaux crimes et punir sévèrement, entre autres, la vente et le trafic de mineurs à des fins de corruption, de pornographie, de prostitution, de commerce d'organes, des travaux forcés, de trafic ou de consommation de drogues, ainsi que les crimes contre le trafic migratoire normal et le trafic d'êtres humains. Elle a aussi alourdi les peines frappant le viol, la pédérastie accompagnée de violence, la corruption de mineurs, le proxénétisme, le trafic d'êtres humains, l'utilisation de mineurs dans la réalisation de crimes ou les crimes dont la victime est un mineur.

Cuba applique sans complaisance la loi sévère en vigueur pour prévenir et punir tout crime de cette nature. De janvier 2000 à mai 2004, les tribunaux ont engagé 881 procès pour proxénétisme et condamné 1 377 personnes. De janvier 1999 à juin 2004, les services compétents furent arrêtés 112 trafiquants d'êtres humains, la plupart déjà condamnés par des tribunaux cubains.

Lors des conversations migratoires tenues entre les deux pays depuis 2000, Cuba a soumis à plusieurs reprises des propositions concrètes de collaboration pour lutter contre le trafic d'êtres humains, le trafic de drogues, le terrorisme, la pornographie infantile et les crimes connexes. Les Etats-Unis ont toujours opposé une fin de non-recevoir.

Il est vraiment cynique et hypocrite que ces rapports du département d'Etat – ils concernent aussi, entre autres, les Etats favorisant censément le terrorisme, restreignant la démocratie et les droits de l'homme, limitant la liberté religieuses, etc. – ne consacrent jamais la moindre ligne à la situation aux Etats-Unis mêmes, l'un des pays dont le gouvernement aurait le plus à répondre devant la communauté internationale pour « mauvaise conduite » et pour ses grandes violations contre les Nord-américains et contre d'autres peuples du monde !

Manipulation et dénaturation d'informations sur Cuba et mensonges purs et simples en vue de justifier les menaces d'agression et les mesures brutales contre le peuple cubain

Durant un discours de nature typiquement électorale prononcé le 16 juillet 2004 dans un hôtel de Tampa (Floride), Bus n'hésita pas à manipuler des affirmations du président Fidel Castro (« Cuba possède les prostituées les plus propres et les plus instruites du monde ») pour en tirer la conclusion erronée que Cuba « promeut le tourisme sexuel ». (Cf. allocution du président Fidel Castro pour le cinquante et unième anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada, 26 juillet 2004, Université centrale de Las Villas.)

« Nous avons un problème à seulement cent cinquante kilomètres de nos côtes. Le régime de Fidel Castro a transformé Cuba en la principale destination du tourisme sexuel », affirma Bush à une conférence sur le trafic d'êtres humains.

En fait, c'est la dictature sanguinaire de Batista, soutenue et protégée par les Etats-Unis, qui permit à la mafia, dans les années 50, de convertir La Havane en un paradis du sexe, du jeu et de la prostitution au service des touristes et des marines états-uniens.

Et c'est la Révolution qui dut justement œuvrer intensément pour rééduquer et réintégrer à la société la centaine de milliers de prostituées qui existaient dans l'île comme héritage de la mainmise néo-coloniale des Etats-Unis, contraintes de se livrer, directement ou indirectement, à la prostitution à cause de la pauvreté, de la discrimination et de la carence d'emplois. La Révolution leur donna une éducation et leur chercha des emplois, interdisant les « quartiers de tolérance » qui existaient alors.

Quand la presse chercha à savoir sur quelle source Bush se fondait pour faire des déclarations aussi insolites, des fonctionnaires de la Maison-Blanche indiquèrent qu'il s'agissait d'une dissertation sur Cuba rédigée en 2001 par Charles Trumbull, alors élève de propédeutique et maintenant étudiant de droit de l'Université nord-américaine de Vanderbilt, qui affirma qu'il était « décourageant de voir des parties de ce texte dénaturées et tirées de leur contexte pour soutenir des conclusions contraires à la vérité ».

Los Angeles Times, qu'on ne saurait accuser de sympathie pour le gouvernement cubain, signala qu'il était évident pour cet étudiant que Bush avait manipulé la teneur de sa dissertation, alors que le sens des affirmations de Fidel Castro était absolument clair. « Cela prouve que les fonctionnaires de la Maison-Blanche ne lurent pas grand-chose de cette dissertation », expliqua cet étudiant qui avait mené des études de terrain à Cuba.

En fait, des dépêches de presse firent ensuite connaître d'autres affirmations de cet étudiant :

« (...) La prostitution enregistra une hausse soudaine dans la nation antillaise après l'effondrement de l'Union soviétique.

Castro, qui déclara la prostitution illégale en prenant le pouvoir en 1959, eut au départ peu de ressources pour la combattre. Mais, au début 1996, les autorités cubaines commencèrent à adopter de sévères mesures dans ce domaine.

Bien qu'elle existe toujours, elle est bien moins visible et il serait inexact de dire que le gouvernement la stimule (...) »

Des fonctionnaires de la Maison Blanche reconnurent devant le journal californien que pour faire le discours du président à Tampa, ils n'avaient révisé d'autres sources sur ce sujet que le texte de cet étudiant.

Bien que cette déformation intentionnée fut démentie par le propre étudiant, un porte-parole du Département d'Etat affirma au journal que le matériel sur Cuba avait été ajouté à la hâte la veille, ce qui n'avait laissé le temps que pour utiliser la source de l'étudiant. Ce même porte-parole « a défendu l'inclusion de cette phrase prétextant qu'elle exprimait une vérité essentielle sur Cuba ». Bref, pour la Maison-Blanche, « vérité essentielle sur Cuba » est n'importe quoi que le président imagine, que cela corresponde ou non à la réalité.

Comme l'affirma Julia Sweig, du Conseil pour les relations extérieures, c'est là « quelque chose d'extrêmement sale, ce qui prouve que quand il s'agit de politique envers Cuba [l'équipe présidentielle de Bush] est prête à n'importe quel truc ».

Le 18 septembre 2004, The New York Times, citant des sources de la CIA, révéla que la Maison-Blanche avait aussi menti en accusant Cuba de mettre au point des programmes d'armes biologiques offensives.

Apparemment soumise à des pressions après le scandale causé par ses rapports saugrenus sur la présence d'armes de destruction massive en Iraq, les Services de renseignements états-uniens (CIA) démentirent leurs propres informations de 1999 selon lesquelles, mais sans la moindre preuve, Cuba était accusée d'une prétendue production d'armes biologiques dans de tiers pays qualifiés par Washington de promoteurs du terrorisme.

Selon l'agence de presse mexicaine NOTIMEX, les services de renseignements états-unienne prépareraient un second rapport censé être conclu dans quelques mois pour corriger cette version selon laquelle Cuba fabriquerait des armes de destruction massive et en présenter une autre selon laquelle le régime cubain serait soupçonné d'avoir « la capacité technique » de les produire, quoiqu'il « ne soit pas clair » qu'il les produise.

Cette même dépêche de presse commentait que Cuba disposait d' « un programme de médicaments et de biotechnologie qu'il utilisait pour produire des vaccins destinés à un vaste programme d'immunisation reconnu par des médecins et des scientifiques » et que « nombre de ces produits se vendent dans d'autres pays », ces ventes ayant été manipulés par l'administration états-unienne pour en faire des « menace potentielles cubaines ».

Intensification des déclarations menaçantes et agressives contre Cuba provenant de membres de la mafia anti-cubaine et terroriste de Miami étroitement liés à l'administration Bush

Un programme du Canal 41 de Miami TV – conduit par Oscar Haza, neveu du dictateur Fulgencio Batista dont le régime a assassiné vingt mille Cubains de 1952 à 1958 – invita des terroristes avérés d'origine cubaine, membres de l'organisation Commandos F4 qui opère dans le sud de la Floride.

En battle-dress, comme d'autres membres de son organisation, son meneur Rodolfo Frómeta affirma ouvertement que ses gens étaient prêts à réaliser des actions armées contre le gouvernement cubain et que son groupe s'entraînait avec des AK-47 et des armes semi-automatiques achetées légalement aux Etats-Unis, bien qu'il ait admis ne pas posséder de factures qui le prouvent.

Ces mêmes Commandos F4 ont averti, dans un communiqué signé du soi-disant colonel Reinaldo Acosta, qu'ils réaliseraient des attentats terroristes contre les investissements étrangers à Cuba : « Les gens qui investissent à Cuba sont tout aussi responsables de notre malheur, et leurs investissements seront donc considérés comme des objectifs militaires d'ici trois ou quatre mois. »

Dans une lettre ouverte à Bush du 9 mai 2004, Rodolfo Frómeta et d'autres dirigeants de Commandos F4 informèrent le président qu'ils se proposaient de mener des actions armées contre Cuba, affirmant : « Notre plus grand souhait est que ce grand pays, et en ce cas votre administration abroge une fois pour toutes la loi de Neutralité... car même la Constitution de cette grande nation accepte le recours à la force... de nombreux exilés ou dirigeants d'organisations de l'exil vous demandent d'imposer de lourdes sanctions, voire d'envahir, et nous soutenons les deux, mais, nous vous le répétons, les Commandos F4 demandent une fois de plus qu'il nous soit permis d'agir activement, physiquement, sans entraves. »

L'une des plus grandes preuves du concubinage et de la tolérance officielle des autorités états-uniennes avec le terrorisme contre Cuba furent les déclarations faites le 22 mars 2004 à Televisión 41 (UNIVISION) par le législateur républicain d'origine cubaine et ancien procureur de la Floride, Lincoln Díaz-Balart, dans une interview dirigée par Oscar Haza : « A Cuba, il faut tuer Castro. » Quand son interlocuteur lui a demandé s'il était normal qu'un membre du Congrès prône ouvertement l'assassinat d'un chef d'Etat étranger, ce sinistre individu rétorqua : « Oui, je crois qu'il faut le faire. »

Il précisa au Canal 41 de Miami que, à son époque de procureur, il n'avait jamais trouvé « aucune loi qui [lui] interdise de parler comme ça ».

Personne aux Etats-Unis, qui se targuent d'être un pays où l'on respecte la loi et le droit international, ne le critiqua jamais pour ce genre de remarques, comme si c'était la chose la plus normale du monde !

Sûr de l'impunité que les tenants de la terreur lui procurent à Miami, cet individu a répété cette même affirmation d'assassin dans une interview concédée à la journaliste Adriana Vargas, au programme La Noche, de RCN, le 13 avril 2004.

Ce mafieux anti-cubain a de qui tenir en matière de criminalité et de terrorisme. Son père, Rafael Díaz-Balart – qui l'est aussi de Mario, lui aussi législateur de la Floride – fut dans les années 50 législateur, un des dirigeants les plus actifs de l'appareil répressif de Batista et le bras droit du ministre de l'Intérieur. À peine arrivé à New York en janvier 1959, il fonda, avec la bénédiction des autorités nord-américaines et aux côtés d'une série de nervis en fuite, l'organisation La Rosa Blanca (The White Rose), le premier groupe terroriste dans la longue histoire de la contre-révolution cubaine, qui fut responsable de nombreux actes de terrorisme, dont les attentats contre certaines des plus importants grands magasins de La Havane (La Epoca et El Encanto), qui causèrent des victimes. Parmi les assassins qui accompagnèrent Rafael Díaz-Balart dans La Rosa Blanca, il faut signaler Pilar García, chef de la police de Batista, qui participait personnellement aux séances de tortures de prisonniers, et le « colonel » Merob Sosa, qui massacra des centaines de paysans dans la Sierra Maestra sous prétexte qu'ils soutenaient la guérilla de Fidel Castro.

En 1989, Lincoln Díaz-Balart, soutenu par la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), terroriste, inscrivit à son programme électoral le pardon d'Orlando Bosch, terroriste international d'origine cubaine, auteur de maints autres crimes, du sabotage en plein vol d'un avion de ligne cubain au décollage de La Barbade, en octobre 1976, ce qui coûta la vie à soixante-treize personnes. Le FBI le considérait comme un terroriste si dangereux pour les intérêts du pays qu'un ordre de bannissement avait été promulgué contre lui, mais George Bush (père) lui pardonna à la suite de démarches engagées par les représentants de la mafia terroriste de Miami.

Le 27 août 1994, Lincoln Díaz-Balart recommanda ouvertement à la Maison-Blanche de permettre aux terroristes de Miami de lancer des attaques contre Cuba depuis les Etats-Unis.

Cet individu a toujours été de mèche avec les secteurs les plus extrémistes de Miami, à commencer par le groupe d'assassins réunis au sein du comité paramilitaire de la FNCA et formant aujourd'hui le Cuban Liberty Council, l'organisation anti-cubaine la mieux en vue de l'administration Bush, auteur intellectuel des mesures contre la famille promulguées le 6 mai 2004. Parmi ses intimes, citons Horacio García, le « banquier » du terroriste international Luis Posada Carriles ; le mafieux Luis Zúñiga Rey qui, au mépris de toute moralité, fit partie de la délégation officielle des Etats-Unis à la soixantième session de la Commission des droits de l'homme à Genève ; et Ninoska Pérez Castellón, belle-fille d'un autre nervi notoire de la dictature de Batista, Roberto Martín Pérez, qui fut le chef de sa redoutable Brigade motorisée.

Lincoln Díaz-Balart participa activement à l'opération d'intimidation du 22 novembre 2000, quand des « manifestants » d'origine cubaine recrutés par le Parti républicain interrompirent en proférant des cris et des menaces le dépouillement des voix à Miami-Dade, en vue d'empêcher la découverte des fraudes commises contre le candidat démocrate à la présidence, Al Gore. C'est Díaz-Balart qui ordonna à Miguel Saavedra, chef de l'organisation anti-cubaine Vigilia Mambisa, de provoquer cette émeute avec son groupe de voyous.

Il est illégal, aussi bien aux Etats-Unis que partout ailleurs dans le monde, de défendre des actions terroristes à la télévision. La promotion d'assassinats de dirigeants étrangers est aussi illégale aux termes de la Loi de neutralité états-unienne. On ne saurait trouver de meilleures

preuves de la complicité publique de l'administration états-unienne avec les terroristes que l'impunité avec laquelle ceux-ci peuvent faire de telles déclarations sur les chaînes de télévision.

Accroissement des fonds et amélioration des moyens techniques destinés aux transmissions illégales de radio et de télévision à teneur subversive contre Cuba

Appliquant les mesures annoncées le 6 mai 2004, l'administration Bush lança la transmission régulière, hebdomadaire, des signaux illégaux de Radio Martí et de TV Martí, recourant à une plate-forme aérienne installée à bord d'un avion militaire C-130 piloté par la Garde nationale, sur ondes moyennes, une fréquence non utilisée avant par la radio états-unienne, au coût de 70 000 dollars par jour. Elle a aussi commencé en 2004 des émissions sur Internet, 24 h x 24.

Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, a admis le 9 octobre 2004 : « Pour éviter les brouillages de Castro, Comando Solo, un avion équipé d'une puissante capacité de transmission qui envoie les transmissions de Radio Martí et de TV Martí vers l'île, a réalisé quatre vols. »

La TV Martí, dont le nom est à lui seul une insulte à notre peuple, est la seule télévision au monde qui ne se voit pas grâce à un système de brouillage ingénieux et bon marché mis au point par Cuba dans l'exercice de sa souveraineté.

Traque accrue des actions contre les Cinq Héros cubains, prisonniers politiques de l'Empire et leurs familles.

Comme une partie de l'harcèlement contre les Cinq Héros cubains, prisonniers politiques de l'Empire et leurs familles, lors de l'année dernière, le gouvernement des Etats-Unis a réduit la périodicité des visites consulaires à une seule visite chaque 3 mois, pour la part de la Section d'intérêts de Cuba à Washington et éliminé l'accompagnement des fonctionnaires aux familles des cinq. Il a aussi refusé les sollicitudes de visas pour ces familles à travers le Ministère des Affaires étrangères, en déniait à plusieurs reprises les Visas à Olga Salanueva et Adriana Pérez, épouses de deux des lutteurs anti-terroristes, détenus arbitrairement, ainsi qu'en retardant excessivement l'octroi des visas aux familles restant.

Ces actions impitoyables qualifient comme un traitement cruel, inhumain ou dégradant conforme à l'instrument international en vigueur pour combattre et sanctionner la torture, instrument duquel les Etats-Unis sont un Etat Partie.

Traque accrue des opérations touristiques, commerciales et financières de Cuba à l'étranger

Le renforcement du blocus pour réduire les revenus en devises de Cuba fait partie intégrante de la recrudescence de la politique d'hostilité et d'agressions de l'administration Bush contre le peuple cubain.

En 2004, treize sociétés liées à Cuba et leurs filiales à l'étranger, spécialisées dans les voyages et l'envoi de colis et de fonds, furent frappées par les réglementations du blocus, ce qui a interdit pratiquement aux personnes juridiques et naturelles sujettes à la juridiction des Etats-Unis de faire de transaction avec elles. La mesure a frappé jusqu'aux sites Internet de ces entreprises.

Le 26 octobre, l'Office of Foreign Assets Control (Bureau de contrôle des actifs étrangers, OFAC), rattaché au département du Trésor, interdit à tout citoyen nord-américain et à toute personne vivant aux Etats-Unis de faire des transactions financières à travers le site [www.sercuba.com](http://www.sercuba.com) qui permettrait censément de faire des virements à Cuba. Il s'agit par là d'exercer des pressions sur les partenaires de SerCuba en Europe, voire sur les Etats-Unis ou les personnes d'origine cubaine vivant sur ce continent, qui sont menacés maintenant de se voir infliger de lourdes amendes, voire des peines de privation de liberté, s'ils enfreignent l'oukase impérial

Ce sont là des mesures extraterritoriales, et donc illégales, qui violent jusqu'à la Constitution des Etats-Unis, laquelle reconnaît le droit de chaque citoyen de voyager et d'utiliser à sa guise ses ressources personnelles.

Nouvelles mesures en juin et juillet 2004 visant à restreindre encore plus le courant de devises et d'articles de consommation vers Cuba

L'administration états-unienne, le 22 juin 2004, prohiba l'envoi à Cuba de vêtements et de produits d'hygiène personnelle tels que le savon et le shampoing, de produits vétérinaires, d'engins de pêche et d'équipements pour fabriquer du savon et d'autres produits similaires ; elle réduit aussi arbitrairement les destinataires des envois (uniquement les enfants, les parents, les frères et les petits-enfants), leur fréquence et leur quantité (un colis par foyer, au lieu d'un colis par personne).

En annonçant ces mesures, le département du Commerce reconnut implicitement qu'elles auraient des retombées négatives sur les Cubains, dans la mesure où ces envois « représentaient un bénéfice humanitaire pour le peuple cubain dans des domaines critiques », la justification de ces prohibitions étant que « ces colis libéraient le régime de son obligation de satisfaire aux besoins de base de ses citoyens ».

Le 8 juillet 2004, le service des garde-côtes des Etats-Unis renforça aussi les mesures pour empêcher tout départ de bateaux à destination de Cuba : désormais, tout bateau états-unien de moins de cent mètres de long, devra demander une autorisation spéciale - dont on n'avait pas besoin auparavant - même s'il n'appareille pas directement des eaux territoriales nord-américaines, les infracteurs risquant de se voir confisquer le bateau et infliger des peines. Par ailleurs, avant de concéder cette autorisation, le service de garde-côtes exigera la présentation de permis délivrés par d'autres agences publiques des Etats-Unis prouvant qu'il n'y a pas violation des dispositions du blocus.

L'administration Bush vient d'interdire – le qualifiant de crime - aux Etats-Uniens et aux personnes résidant aux Etats-Unis d'acheter n'importe quel produit, dont le rhum et les cigares, même dans un pays tiers, même pour le consommer ailleurs qu'aux Etats-Unis, la violation de cette norme pouvant entraîner un procès devant les tribunaux, des amendes de jusqu'à un million de dollars pour les personnes juridiques et de jusqu'à 250 000 dollars pour les personnes naturelles, et jusqu'à dix ans de privation de liberté. A cet égard, le département du Trésor a été très clair dans le communiqué annonçant ces nouvelles restrictions : « Les réglementations interdisent aux personnes sujettes à la juridiction des Etats-Unis d'acheter, de transporter, d'importer toute marchandise à l'étranger si ladite marchandise est d'origine cubaine, ou si elle est ou a été située ou transportée depuis ou à travers Cuba, ou si elle a faite ou si elle découle en tout ou partie d'un intrant qui aurait poussé, ou aurait été produit ou fabriqué à Cuba, ainsi que de s'impliquer ou de participer à toute transaction concernant ladite marchandise. »

À la suite des restrictions entrées en vigueur en juillet 2004 en vue de restreindre les voyages d'Etasuniens et d'émigrés cubain à Cuba, la quantité de voyageurs a diminué de moitié au second semestre (juillet- décembre) de cette année-là, selon des chiffres du département d'Etat, passant de 50 588 sur vols nolisés, contre 119 938 durant la même période de 2003, soit une chute de 57,47 p. 100, tandis que les réservations de décembre 2004 n'ont été que 13 735, soit deux tiers de moins qu'en décembre 2003.

Les nouvelles mesures états-uniennes ne parviendront pas à asphyxier l'économie cubaine qui, malgré cette recrudescence du blocus, des deux terribles cyclones ayant causé des pertes pour 2 146 000 000 de pesos, de la flambée sans précédent des cours du pétrole et de la sécheresse prolongée dans l'Est du pays, a enregistré une croissance de 5 p. 100 en 2004, soit un taux supérieur à 2003. Par ailleurs, Cuba a pour la première fois passé le cap de deux millions de visiteurs étrangers, enregistrant dans ce domaine une croissance de 8 p. 100 par

rapport à 2003, tandis que les exportations de biens ont augmenté de 32,5 p. 100, dépassant les deux milliards de dollars pour la première fois depuis 1991.

Intimidation visant les émigrés cubains aux Etats-Unis en vue de neutraliser leur mécontentement croissant envers la politique de l'administration

La clique mafieuse cubano-américaine installée à Miami a menacé les émigrés cubains vivant aux Etats-Unis et ayant organisé des manifestations dans cette ville pour protester contre les mesures restreignant les voyages et les envois de fonds à Cuba de leur faire perdre leur droit de séjour aux Etats-Unis.

Cet « exil » de Miami est en fait une pure fiction inventée dans une coproduction des services secrets et de la mafia anti-cubaine à des fins de propagande, sans la moindre participation des centaines de milliers de personnes qui ont émigré pour des raisons économiques ou pour réunifier les familles.

Dans ce domaine, la politique des autorités cubaines a toujours été absolument claire : participer à la Révolution est et reste un choix individuel et volontaire de chacun. Ceux qui veulent émigrer peuvent le faire – sauf rarissimes exceptions pour des motifs bien fondés – à condition d'en avoir les moyens et pourvu qu'un pays étranger soit prêt à les accueillir à travers les procédures régulières et légales pertinentes.

Application renforcée des dispositions extraterritoriales du titre IV de la loi Helms-Burton

Alors que le titre IV de la loi Helms-Burton (1996) - qui prévoit le refus d'entrée aux Etats-Unis aux personnes ayant investi à Cuba et à leur famille - n'avait pas été appliqué depuis cinq ans, l'administration états-unienne a, en mai 2004, sommé la chaîne hôtelière jamaïcaine Super Clubs de se retirer d'un de ses hôtels de Cuba ; dans le cas contraire, ses cadres et leurs familles risquaient de tomber sous le coup de ce titre IV. Le prétexte à cette sommation contre la société jamaïcaine était qu'une personne née à Cuba et vivant aux Etats-Unis avait affirmé être propriétaire du terrain – exproprié par la Révolution - sur lequel était bâti l'hôtel qu'elle gérait. Super Clubs préféra renoncer pour éviter les sanctions.

De l'aveu public de Dan Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, l'administration Bush « enquête activement au sujet de plus d'une vingtaine de refus de visa en vertu du titre IV de la loi Helms-Burton. La décision la plus récente à cet égard date d'avril. La sanction correspondant n'a pas été appliquée parce que la société jamaïcaine [la chaîne d'hôtel Super Clubs] a mis fin à ses activités commerciales dans le bien confisqué en question. C'a été le premier cas en cinq ans. »

Le 8 juillet 2004, une famille d'origine cubaine a poursuivi le Club Méditerranée, une chaîne touristique française, devant un tribunal de Miami pour avoir bâti et géré de 1997 à 2003 un hôtel cinq étoiles à Varadero, sur un terrain que cette famille disait posséder avant le triomphe de la Révolution. Le plus curieux, c'est qu'à la date de la demande, le Club Med avait vendu son hôtel à une chaîne espagnole depuis déjà plus d'un an. On comprend mieux quand on sait, selon l'avocat de la famille, que le Club Med possède de gros intérêts en Floride, dont un hôtel à Port St. Lucie : « Le Club Med ne peut faire des affaires en Floride et en faire aussi, et de grosses, avec le régime communiste de Cuba. »

Le chantage est aussi clair que la logique est mesquine : si une société étrangère veut faire des affaires aux Etats-Unis, le plus gros marché au monde, alors elle ne peut en faire à Cuba.

Si cette nouvelle demande obtient gain de cause devant les tribunaux de Miami, la Maison-Blanche se verrait encourager à appliquer dans toute son ampleur – comme elle en brûle d'envie – la loi Helms-Burton dont les clauses extraterritoriales n'ont été appliquées jusqu'ici

qu'en partie, tandis que le titre III n'a cessé d'être reporté tous les six mois par les différentes administrations par décret présidentiel.

Menaces aux toutes récentes importations d'aliments en provenance des Etats-Unis

Le département du Trésor est en train d'analyser la manière d'entraver les ventes de produits agricoles que les autorités états-uniennes avaient autorisées fin 2001, après que deux cyclones eurent causé des dégâts se chiffrant à presque deux milliards de dollars à l'île. En effet, voilà des mois que l'administration Bush révisent les règles fixées à ces ventes, autrement dit payables au comptant et en liquide, un porte-parole de l'OFAC ayant informé qu'elle fera connaître « à une date prochaine un nouveau règlement ».

Un groupe de législateurs des deux partis conduit par Jo Ann Emerson, représentante du Missouri, adressa une lettre au département du Trésor, affirmant qu' « il n'y a aucune raison de renforcer les conditions des ventes à Cuba » et qu' « exiger que Cuba paie à l'avance mettra fin assurément à toutes les ventes de produits agricoles ».

Tenant par ailleurs de préserver ces exportations d'aliments à Cuba, trente-quatre puissantes associations agricoles nationales et des sociétés d'export des Etats-Unis, adressèrent, le 8 décembre 2004, une lettre au président Bush pour lui demander « de ne pas faire de changements inutiles et nocifs à la loi portant autorisation de ces ventes. Toute modification menacerait de fermer un important marché aux exportateurs agricoles de notre pays ». Les signataires de cette lettre rappelèrent que Cuba occupe actuellement la vingt-deuxième place parmi les acheteurs de produits agricoles états-uniens, à hauteur de quatre cents millions de dollars par an, et que « c'est là un marché que nous ne pouvons nous donner le luxe de perdre ».

Parmi les signataires, on trouve l'American Farm Bureau Federation, Ag BioTech, l'American Meat Institute, le National Foreign Trade Council, la compagnie maritime Crowley Maritime, la National Milk Producers Federation, la National Turkey Association, l'US Dairy Export Council, l'US Wheat Associates, et d'autres groupes reconnus de producteur de riz, de blé, de poulet et d'aliments lactés tant à l'échelle nationale qu'à celui d'Etat comme le Minnesota, l'Oklahoma, le Texas, le Colorado, le Dakota du Nord et le Dakota du Sud.

Selon les signataires, « obliger Cuba à payer "d'avance et cash" – ce que certains fonctionnaires et législateurs partisans du renforcement de l'embargo interprètent comme une obligation pour Cuba de payer avant que les cargaisons n'abandonnent les ports états-uniens – est contraire aux normes du commerce internationales, viole les stipulations de la loi portant autorisation de ces ventes et s'avère une pratique d'exportation plus restrictive que toute autre au monde ».

Les signataires indiquent aussi que « cette réinterprétation des modalités de paiement » pourrait aboutir à leur saisie de la part de personnes juridiques ou naturelles des Etats-Unis qui réclament des compensations au gouvernement cubain à la suite de décisions judiciaires. « Ni les exportateurs états-uniens ni les acheteurs cubains ne sont en mesure d'accepter cet extraordinaire risque légal », soulignent-ils.

Bien entendu, la législatrice états-unienne Ros-Lehtinen, qui a la haine de Cuba chevillée au corps, a affirmé : « Nous continuerons d'exercer des pressions sur l'OFAC pour qu'il fasse appliquer les clauses de la loi et oblige Fidel Castro à payer avant de recevoir les cargaisons. »

Reprise des procès manipulés politiquement pour adjuger de très grosses indemnités arbitraires aux dépens de fonds cubains mis sous séquestre aux Etats-Unis et d'autres biens et actifs cubains.

Selon El Nuevo Herald (Miami) du 15 novembre 2004, Janet Ray Winninger, Nord-Américaine, présenta devant le tribunal du comté de Miami-Dade une « demande » d'homicide contre le président Fidel Castro et l'Etat cubain pour la mort de son père, Thomas « Pete » Ray.

Dans quelles circonstances cet homme est-il mort ? Pilotant un avion de la CIA qui fut abattu le 19 avril 1961 lors de l'invasion de Playa Girón (baie des Cochons).

Or, au terme d'un procès tout à fait insolite et mené tambour battant par rapport aux délais normaux de la justice nord-américaine, un juge de ce comté, Ronald Dresnick, se prononça en moins de quarante-huit heures en faveur de Mme Ray et « condamna » le gouvernement cubain à lui verser des dommages et intérêts se chiffrant à 86,5 millions de dollars pour l'« exécution » de son père !

Mme Janet Ray, qui n'avait que six ans à la mort de son père, fabriqua de toutes pièces de sinistres mensonges en appui de sa demande, se fondant sur la loi Anti-terrorisme et peine de mort effective (1996) qui permet à des « victimes » d'Etats que le gouvernement états-unien qualifie d'une manière unilatérale et arbitraire de terroristes – Cuba est bien entendu inscrite sur cette liste – de présenter des demandes de ce genre.

Depuis, toute réclamation contre Cuba trouve aussitôt un écho devant les magistrats états-uniens qui finissent par adjuger de très grosses indemnisations arbitraires.

Quand Mme Ray a présenté sa demande devant les juges de Miami, plusieurs experts juridiques affirmèrent qu'elle était nulle et non avenue : ainsi, David Abraham, professeur de droit à l'Université de Miami, affirma, selon El Nuevo Herald : « Vous ne pouvez envahir un pays étranger et espérer qu'on vous y accueille à bras ouverts. »

Thomas Willard Ray, le père de la plaignante, connu comme « Pete », est venu attaquer Cuba dans le cadre de l'invasion mercenaire déclenchée en avril 1961. Il n'a jamais été fait prisonnier et aucun médecin ne l'a jamais soigné de blessures d'armes à feu, contrairement aux allégations mensongères de sa fille.

Voilà quarante et un ans, deux journalistes états-uniens, David Wise et Thomas R. Ross racontèrent dans leur livre *The Invisible Government* (New York, 1964, Random House) des détails de cette invasion mercenaire de Playa Girón préparée par les Etats-Unis.

Au chapitre 5 (« Le cas des veuves de Birmingham), ils narrent la mort, au petit matin du 19 avril 1961, de quatre pilotes de la Garde nationale d'Alabama recrutés par la CIA dans le cadre d'un commando spécial : ils survolèrent les positions cubaines à bord de cinq bombardiers B-26 qui avaient décollé de l'aéroport Happy Valley, à Puerto Cabezas (Nicaragua) camouflés aux couleurs des forces de l'air cubaine pour tromper les forces de l'île et pouvoir attaquer par surprise.

On apprend dans ce chapitre que la CIA d'abord, l'ensemble du gouvernement états-unien, ensuite, mentirent constamment aux familles de ces quatre pilotes qui seraient censément décédés dans un triste accident quand leur avion de transport C-47 s'était écrasé en mer. Ainsi, Robert Kennedy, Attorney General et frère du président, affirma le 21 janvier 1963, presque deux ans après l'invasion, à David Kraslow, de la chaîne de journaux Knight, qu'aucun Etats-unien n'était mort lors de la baie des Cochons.

Et voilà pourquoi les autorités nord-américaines firent l'impasse à ce sujet pendant dix-huit ans, bien que la radio cubaine ait offert ce même jours des détails de la façon dont l'avion avait été abattu et les deux pilotes étaient morts.

Ce n'est que sous l'administration Carter, que les autorités états-uniennes finirent par admettre publiquement l'existence du cadavre de Ray conservé à la morgue de La Havane et remis le 5 décembre 1979 à Janet Ray.

Quelques mois après, en avril 1980, la revue cubaine Verde Olivo publiait (n° 16) le témoignage et des photos de José M. Miyar Barruecos, secrétaire du Conseil d'Etat cubain et témoin oculaire des faits, au sujet des opérations aériennes de la CIA à la baie des Cochons. Le 19 avril 1961, à l'aube, un avion B-26, alors qu'il menait une seconde attaque en rase-mottes contre le Q.-G. et les forces cubaines, commença à perdre de l'altitude et dut faire un atterrissage forcé dans une plantation de canne à sucre après avoir été touché par les tirs cubains. Quelques instants plus tard, on entendit une forte explosion qui provoqua l'incendie de tout le fuselage avant. Les forces cubaines arrivées sur place ne découvrirent aucune trace des pilotes dans les restes calcinés et encore fumants. Force était donc de conclure que les pilotes avaient pu en réchapper. Le commandant Fernández Mell, qui dirigea l'opération de recherche, donna des instructions de les capturer vivants. Mais ce fut impossible : un des pilotes, dissimulé près de la petite piste de la sucrerie, sortit son revolver calibre 38 à canon court quand il se vit découvert et tira, et fut abattu d'une rafale de FAL. L'autre pilote, découvert lui aussi, tenta de lancer une grenade à main et fut abattu à son tour de plusieurs balles au thorax et à l'œil droit. C'était Thomas Willard Ray, dont le cadavre ne serait réclamé officiellement par les autorités états-uniennes que dix-huit ans plus tard à la demande de la famille. L'autre se nommait Frank Leo Baker.

Shows de propagande contre Cuba dans le cadre de la stratégie de diplomatie publique

Dressant un bilan des actions anti-cubaines de l'administration Bush, Daniel W. Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, affirma : « Nous avons redoublé d'efforts pour activer les démarches de la diplomatie internationale et de la diplomatie publique afin de promouvoir un soutien international accru à la société civile cubaine et à la planification de la transition à Cuba. Nous applaudissons à des initiatives comme celles du Comité international pour la démocratie à Cuba, présidé par l'ancien président tchèque, Vaclav Havel... La "Déclaration de Prague" qui en a découlé appelle à la libération des prisonniers politiques et condamne fortement le régime castriste. Le président Havel a affirmé à la presse que "Cuba est une gigantesque prison". »

La manipulation des travaux de la Commission des droits de l'homme pour condamner Cuba a joué un rôle de premier plan dans cette stratégie.

Michael Kozak, sous-secrétaire d'Etat adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail, affirma le 16 juin 2004 devant un sous-commission du Congrès : « Pour soutenir les rêves de démocratie des Cubains, les Etats-Unis leur offrent un appui moral et un appui politique en lançant des initiatives dans des instances internationales comme la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. » Il s'est bien gardé de dire, bien entendu, que cet « appui moral et politique » passait par les pressions et les chantages les plus sordides contre les pays membres de la CDH.

Daniel Fisk, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, déclara le 9 octobre 2004 à Miami : « Nous avons œuvré activement en 2004, à la Commission des droits de l'homme de Genève, pour obtenir une résolution critiquant le gouvernement cubain dans ce domaine. »

C'est sur instructions et financement des autorités états-uniennes que le Sommet international pour la démocratie à Cuba s'est tenu à Prague du 17 au 19 septembre 2004, sous l'égide du soi-disant Comité international pour la démocratie à Cuba (CIDC), fondé en septembre 2003, toujours sur instructions de Washington, par Vaclav Havel, ancien président de la République tchèque, un individu toujours prêt à prêter ses services à l'Empire contre rétribution sonnante et trébuchante.

La réunion de Prague fut suivie d'autres farces de ce genre à d'autres endroits, mais toujours selon le scénario et à partir des fonds de Washington.

C'est le cas du séminaire intitulé « La transition du communisme : les leçons tirées et les changements auxquels s'affronte Cuba », qui s'est déroulé le 9 novembre 2004 à Miami, sous les auspices tout à fait publics de l'Institut d'études cubaines et cubano-américaines de l'Université de Miami (à partir de fonds publics) et de l'ambassade tchèque à Washington.

Le Forum international pour la démocratie, autre show anti-cubain orchestré pour le 16 novembre 2004 rien moins qu'à l'Assemblée nationale du Costa Rica dans le cadre du Sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement tenu à San José fit piteusement fiasco grâce à la riposte de citoyens honnêtes de ce pays qui empêchèrent cette grave offense à la dignité du peuple cubain, seuls deux orateurs de la minorité de politicard et de terroristes anti-cubains ayant pu prendre la parole, et ce malgré la complicité et la tolérance du gouvernement costaricien. (Cf. Conciliábulo anticubano en Costa Rica, Déclaration du ministère cubain des Affaires étrangères, 16 novembre 2004.)

Qui donc assiste à ces réunions organisées et financées par Washington ?

Des politiciens corrompus ; des dirigeants défenestrés ; des fonctionnaires, des agents et ex-agents des services spéciaux des Etats-Unis ; des membres de la mafia anti-cubaine de Miami et des terroristes avérés d'origine cubaine ; des « intellectuels » dont le cerveau s'est vendu à l'Empire.

Signalons, entre autres, Carlos Alberto Montaner, qui fit partie en 1963 d'un groupe sélect de la CIA et fut entraîné à des activités de renseignements à Fort Benning (Etats-Unis) et qui est toujours signalé comme agent de ces services secrets. Montaner défend le blocus états-unien que la communauté internationale ne cesse de condamner au fils des années à une majorité écrasante, s'oppose aux investissements étrangers et stimule l'isolement international de Cuba.

Ces « réunions » de Prague, de Miami et de San José du Costa Rica visent à faire croire qu'il existe un fort soutien international à la politique anti-cubaine du gouvernement états-unien et à répercuter sa guerre médiatique contre la Révolution cubaine.

Ces rencontres se concluent toujours par un document bourré de haine et de menaces à l'encontre du peuple cubain et, bien entendu, soutenant ouvertement la politique anti-cubaine de Washington. Ainsi, la « Déclaration de Prague » a recommandé la recrudescence des pressions et de l'encerclement contre Cuba, l'augmentation de l'« appui » aux mercenaires de la politique anti-cubaine des Etats-Unis et le soutien aux sanctions qu'Aznar a promues en Union européenne afin de subordonner celle-ci aux visées impérialistes de la Maison-Blanche. À Prague, Havel a réclamé publiquement le renversement du gouvernement cubain.

James Cason, le chef de la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane, qui dirige les mercenaires salariés de son gouvernement à Cuba, a assisté aux réunions de Prague et de Miami, et a même inauguré cette dernière.

Et pour qu'il ne reste aucun doute quant à la paternité de ces initiatives, le président Bush a adressé une lettre aux organisateurs du séminaire de Miami pour remercier la République tchèque et Havel de leurs efforts pour promouvoir la « cause de la démocratisation » à Cuba.

Renforcement des déclarations marquées au sceau de l'ingérence, des provocations et des activités conspiratrices du chef et de plusieurs fonctionnaires de la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane

L'administration Bush utilise comme fer de lance dans ses plans agressifs sa Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane, dont le chef actuel, James Cason, a élevé à des niveaux sans précédent ses activités visant à miner les objectifs qui donnèrent naissance à l'ouverture de représentations à La Havane et à Washington sous la présidence de Carter.

L'épisode le plus récent de cette escalade de cette agression diplomatique – une provocation inconcevable – a été l'installation, dans les jardins de la SINA, d'une allusion aux soixante-quinze mercenaires condamnés à juste titre par les tribunaux cubains.

Cette provocation vint couronner une série d'actions offensives orchestrée par le chef et d'autres fonctionnaires états-uniens, de septembre à décembre 2004, aussi bien à la SINA elle-même que chez eux ou lors d'activités diplomatiques publiques dans d'autres ambassades.

Le comportement de ces fonctionnaires diplomatiques viole ouvertement les normes qui régissent l'attitude que doivent avoir les représentants d'un gouvernement face aux institutions et aux lois de l'Etat devant lequel ils sont accrédités. (Cf. Chronologie des actions provocatrices des fonctionnaires de la SINA, septembre-décembre, Cubadebate, 20 décembre 2004.)

Les organisations de jeunes et des dizaines d'artistes cubains ont riposté en installant des panneaux, des fresques, des affiches et des dessins tout autour de la SINA face à cette agression à la dignité du peuple cubain, recréant artistiquement des preuves irréfutables de la politique impérialiste et fasciste de l'administration Bush, des conséquences brutales de son agression criminelle à plusieurs peuples du monde et des tortures appliquées massivement par ses officiers et ses soldats dans des centres d'arrêt et des camps de concentration à différents endroits du monde.

Le peuple cubain défendra à tout prix sa riche histoire, la mémoire de ses héros et de ses martyrs et l'indépendance nationale pour laquelle il a dû payer un prix élevé en vies et en sacrifices.

Recrudescence sensible de la traque et d'amendes contres des personnes, des ONG et des sociétés des Etats-Unis et d'autres pays pour voyages à Cuba ou transactions financières ou commerciales avec des personnes naturelles ou juridiques définies comme cubaines par Washington

En 2004, soixante-dix-sept sociétés, institutions bancaires et organisations non gouvernementales se sont vu infliger des amendes pour violation des réglementations du blocus états-unien à Cuba, pour un total de 1 260 000 dollars. Si on ajoute les amendes infligées à des organisations pour violation des « sanctions » appliquées non seulement à Cuba, mais à d'autres pays, non compris les cent millions que l'Union des banques suisses a dû payer, le total se monte à 1 451 539 dollars.

Onze sont des sociétés étrangères ou des filiales de sociétés états-uniennes dans des pays tiers. À quoi il faut ajouter au moins sept sociétés étrangères, dont les compagnies aériennes Iberia, Alitalia et Air Jamaica, la société Daewo et la Banque de Chine, dont les filiales aux Etats-Unis ont été punies pour avoir violé des dispositions du blocus. Preuve supplémentaire, s'il en fallait, de l'extraterritorialité de ce blocus contre Cuba.

Du total des sociétés punies, 29 sont des sociétés et entreprises, 27 des institutions bancaires, 10 des ONG, 11 des sociétés étrangères et filiales de sociétés états-uniennes dans des pays tiers.

Par ailleurs, toujours en 2004, 316 Nord-américains et personnes vivant aux Etats-Unis se sont vu infliger des amendes se montant à 497 780 dollars, fondamentalement pour violation

des restrictions aux voyages et pour entrée de produits cubains, ou encore pour refus de fournir des informations à l'OFAC et pour avoir des contrats avec une société cubaine.

Le total des amendes infligées à des personnes juridiques et naturelles en 2004 se chiffre à presque deux millions de dollars.

Début septembre 2004, la ligne aérienne espagnole Iberia a reconnu avoir payé une amende de huit mille dollars au département états-unien du Trésor, mais a nié avoir violé les dispositions du blocus : en 2000, les autorités états-uniennes ont accusé Iberia d'avoir transporté des cigares cubains dans un avion ayant fait escale à Miami à destination d'Amérique centrale. Iberia s'est défendue en affirmant qu'il s'agissait de cigares d'origine canarienne destinés à un client centraméricain.

Le département du Trésor a infligé une amende de 20 000 dollars (environ 14 880 euros) à la banque espagnol Santander pour avoir viré en 2001 une quantité d'argent non précisée à un destinataire non précisé, mais qui pourrait être une institution du gouvernement cubain, depuis sa filiale Santander Bank & Trust, aux Bahamas (Santander Central Hispano Bank & Trust au moment de l'ouverture de l'instruction).

C'était la seconde entreprise espagnole punie par l'administration Bush aux termes de la loi Helms-Burton après le changement de gouvernement en Espagne en mars 2003.

L'administration Bush a aussi puni Daimler Chrysler North American Holding Corp. parce que l'ancienne Mercedes-Benz du Mexique avait vendu des camionnettes à Cuba en 1999, l'amende se montant à près de 30 000 dollars, ce qui est la plus élevée jamais infligée à une société européenne pour commerce avec l'île.

La société pharmaceutique Chiron Corporation s'est vu infliger une amende de 168 500 dollars après qu'elle eut révélé qu'une filiale européenne avait vendu de 1999 à 2002 deux sortes de vaccins pour enfants à Cuba, selon information du département du Trésor datée du 8 juillet 2004.

Les laboratoires Alpha Pharmaceutical Incorporated (Panama) ont dû aussi payer une amende de 198 700 dollars pour avoir fait des affaires avec Cuba.

Outre le fait qu'elles violent ouvertement le droit international, les sanctions les plus récentes prouvent une fois de plus l'inhumanité du blocus états-unien contre Cuba puisqu'elles touchent des secteurs aussi sensibles que le droit à la santé et à la vie des Cubains, dont les enfants. Autrement, les droits de l'homme.

Toujours plus de visas refusés à des universitaires, à des scientifiques, à des artistes, à des sportifs et à des fonctionnaires cubains

En 2004, les autorités états-uniennes n'ont cessé de refuser en nombre accru des visas à des artistes, à des universitaires, à des scientifiques, à des sportifs et à des fonctionnaires cubains, si bien que des centaines d'entre eux n'ont pu participer à des rencontres nationales et internationales organisées aux Etats-Unis et que le peuple états-unien a été privé de son droit à recevoir des informations et des opinions de toutes les sources possibles, à profiter des arts et des progrès scientifiques cubains.

Des musiciens et interprètes cubains de la taille d'Ibrahim Ferrer et de Manuel Galbán, des écrivains comme Miguel Barnet et Eduardo Heras León, des cinéastes et téléastes comme Gerardo Chijona et Lisette Vila, des actrices comme Verónica Lynn et une longue liste de notables représentants de la culture cubains ont été interdits de participer à des prestations et à des rencontres aux Etats-Unis.

De mai 2003 à avril 2004, cinquante-trois représentants de la culture cubaine attendirent en vain un visa d'entrée aux Etats-Unis, tandis que 215 créateurs et artistes reçurent une réponse négative à leur demande de visa. Pendant cette même période les visas de vingt et un dirigeants sportifs cubains furent déniés.

Fin septembre 2004, le département d'Etat refusa l'entrée à une délégation cubaine composée de soixante-quatre professeurs universitaires et membres de sociétés savantes qui avaient été invités à participer à la réunion annuelle de l'Association d'études latino-américaines (LASA) se tenant à Las Vegas (Nevada) de 7 au 9 octobre 2004. C'était la première fois que les autorités états-uniennes refusaient en bloc les visas à toute une délégation cubaine à une conférence de cette organisation.

Les mesures et la politique appliquées en matière de visas et de permis de voyage aux Etats-Unis rappellent l'étape la plus sinistre de l'intolérance idéologique, celle du maccarthysme dont on pensait qu'il n'était qu'un souvenir du passé ! Ces actions mettent à nu la fausseté de la rhétorique de la Maison-Blanche au sujet des libertés et des droits et privent les peuples cubain et états-unien de la possibilité de mieux se connaître et de partager leur progrès notables dans ces domaines.

Présence et influence accrues de personnages anti-cubains au Congrès et au gouvernement sous le second mandat de Bush

Le début de la seconde période de Bush à la Maison-Blanche est caractérisé par une présence accrue de personnages anti-cubains au Congrès et à d'importants postes de l'administration.

L'élection au Sénat pour la Floride du Républicain d'origine cubaine, Melquíades (Mel) Martínez, la nomination de Porter J. Goss, législateur républicain de la Floride et ancien chef d'opérations de la station CIA de Miami dans les années 60, à la tête de la CIA, ainsi que celle de Carlos Gutiérrez, homme d'affaires d'origine cubaine, à la tête du département du Commerce, ne laissent pas le moindre doute que Bush continuera de se montrer toujours plus agressif contre Cuba.

Mel Martínez, habitant Orlando (Florida), est le premier membre de la mafia anti-cubaine à obtenir un siège au Sénat, alors qu'il existe déjà trois représentants républicains pour la Floride et un démocrate pour le New Jersey de cet acabit. Martínez avait d'ailleurs été le premier membre de la mafia anti-cubaine à obtenir un poste si élevé dans la première administration Bush, en tant que secrétaire au Logement et à l'Urbanisme, sans oublier qu'il a été aussi un des coprésidents de la Commission d'aide à Cuba libre qui a conçu la nouvelle stratégie visant à la liquidation de la Révolution cubaine.

Mel Martínez a affirmé clairement son intention de travailler à la révocation des accords migratoires souscrits entre Cuba et les Etats-Unis ; il prétend étendre aux Cubains recueillis en mer la condition de « réfugiés » et le droit de recevoir le bénéfice de la loi d'Ajustement cubain de 1966, ce qui stimulerait encore plus l'émigration illégale et le trafic d'êtres humains et provoquerait des tensions accrues dans les relations migratoires bilatérales.

Rencontrant le 4 janvier 2005 au Capitole Condoleezza Rice – alors conseillère à la sécurité nationale de la Maison-Blanche – Martínez, ayant juré comme sénateur, lui affirma : « Nous insistons sur la nécessité de créer la plate-forme aérienne prévue pour les transmissions à Cuba. » Il voulait parler de l'avion militaire envisagé pour faire des transmissions illégales de radio et de télévision en direction de l'île, en vue de promouvoir la déstabilisation, l'émigration illégale et la subversion de l'ordre à Cuba.

Toujours à cette même occasion, Martínez a rencontré l'ex-présidente panaméenne, Mireya Moscoso, accompagnée de Jorge Mas Santos, président de la Fondation nationale cubano-américaine, une organisation terroriste d'origine cubaine . Rappelons que cette femme a

gracié, juste à la fin de son mandat, quatre terroristes patentés d'origine cubaine, dont Luis Posada Carriles, jugés et condamnés par les tribunaux panaméens pour avoir organisé un attentat terroriste – mais ils furent arrêtés avant – dans le grand amphi de l'université du Panama où Fidel Castro devait s'adresser à des milliers de personnes.

Soulignant l'importance de la présence de Martínez au Sénat pour y impulser la politique contre Cuba, le mafieux Mas Santos affirmait : « Mel est quelqu'un qui a ses entrées à la Maison-Blanche et qui sait parfaitement qu'il faut axer la lutte à Cuba même, qu'il faut continuer de soutenir la dissidence dans l'île.

Un journal de la Floride, Sun Sentinel, reconnaît : « Ce que Martínez pense au sujet de Cuba et ses liens étroits avec le président ne laissent aucun doute quant au fait que les Etats-Unis n'assoupliront pas leur politique envers Cuba sous Cuba. »

Le 29 novembre 2004, Bush a nommé à la tête du département du Commerce Carlos Gutiérrez, Etasunien d'origine cubaine habitant Battle Creek (Michigan), président depuis 1999 de la transnationale Kellogg, dont la famille abandonna Cuba en 1959 quand il avait six ans. C'est un partisan féroce d'un renforcement de la politique de Bush contre Cuba.

Les membres de la mafia anti-cubaine ont soutenu vigoureusement la nomination de Gutiérrez, car ils savent qu'il défend le blocus. En juin 2004, Gutiérrez a versé quatre mille dollars au Comité d'action politique pour la démocratie Etats-Unis-Cuba qui s'oppose à toute modification de la politique hostile de la Maison-Blanche, s'il faut en croire le rapport que celui-ci a présenté devant la Commission électorale nationale. La législatrice républicaine Ileana Ros-Lehtinen, une mafieuse qui sue la haine de Cuba par tous les pores de sa peau, a soutenu publiquement la désignation de Carlos Gutiérrez.

Remerciant Bush de sa nomination, Gutiérrez s'est qualifié de « réfugié politique ». À la séance de confirmation comme secrétaire au Commerce, le 5 janvier 2005, il a affirmé sans ambages : « Je soutiens la politique du président au sujet de Cuba. Je crois fermement avant tout à l'objectif d'apporter la démocratie à Cuba, comme l'implique cette politique. » Il a affirmé « qu'il se garderait énormément de faire quoi que ce soit qui prolonge le statut actuel de Cuba », niant la moindre possibilité qu'il prenne la moindre mesure pour assouplir le blocus.

La nomination de Porter J. Goss à la tête de la Central Intelligence Agency (CIA) laissa supposer à son moment une recrudescence des opérations secrètes des services spéciaux états-uniens contre Cuba.

Goss était jusque-là président de la Commission des renseignements de la Chambre des représentants en sa qualité de représentant républicain de la Floride, ce repaire de groupes terroristes et extrémistes de la mafia anti-cubaine.

Goss maintient depuis plus de quarante ans des liens étroits avec les individus les plus aventuriers, les plus dénués de scrupules et les plus violents de la mafia anti-cubaine de Miami. Entré en 1962 à la section Opérations spéciales de la CIA, il participa depuis la station Miami JM-WAVE qui compta pendant des années des centaines d'officiers opératifs, à la conception, à l'organisation et à la direction d'actions contre Cuba, dont l'invasion de Playa Girón (baie des Cochons), l'opération Mangouste et plusieurs plans d'attentat contre Fidel Castro, alors Premier ministre.

Après, la CIA l'envoya à différents endroits d'intense activité en Amérique latine et dans les Caraïbes, où il participa à des opérations visant à isoler la Révolution cubaine et à désarticuler les mouvements populaires de gauche qui proliféraient alors dans la région.

Ce sinistre personnage a constamment fait chorus avec la mafia anti-cubaine dans ses campagnes extrémistes. Quand il dirigeait la Commission des renseignements du Congrès, il

ne s'est jamais intéressé aux erreurs d'Héctor Pesquera, le chef du FBI dans le Sud de la Floride, qui ignore jusqu'à la présence dans cet Etat de 14 des 19 terroristes d'Al-Qaeda, auteurs des attentats criminels du 11 septembre 2001, alors qu'il traquait les Cubains infiltrés dans les groupes terroristes de l'endroit.

En juillet 2002, il se fit l'écho de la fausse accusation selon laquelle Cuba disposait de capacités de mise au point d'armes biologiques, en vue de faire obstacle aux efforts de ceux qui réclamaient la levée des restrictions aux voyages à Cuba.

Tous les antécédents de Gross permettent de supposer un retour à la dangereuse politique des opérations secrètes contre Cuba.

Un autre fait qui laisse à penser à un regain d'activités de la part de ceux qui cherchent à durcir la politique hostile de Bush en 2005, c'est que les législateurs d'origine cubaine, conduits par la mafieuse Ros-Lehtinen, ont annoncé début décembre 2004 leur intention de constituer un groupe législatif appelé provisoirement Groupe Cuba démocratique, en vue de s'opposer au Groupe de travail cubain formé de législateurs des deux partis qui stimule des changements dans la politique anti-cubaine des Etats-Unis en vue d'assurer une normalisation graduelle des relations bilatérales.

Selon Ros-Lehtinen, ce nouveau groupe au Congrès s'efforcera de stopper les exportations agricoles vers Cuba, d'éviter que les banques nord-américaines fassent des affaires avec Cuba, d'encourager l'administration Bush à appliquer les clauses les plus controversées de la loi Helms-Burton de 1996 qui pénalisent les investisseurs étrangers à Cuba.

La nomination de l'ancienne conseillère à la sécurité nationale à la tête du département d'Etat a aussi été perçue par la mafia terroriste de Miami comme une contribution décisive à la politique anti-cubaine. Selon la mafieuse Ros-Lehtinen, il s'agit d'« une vraie croyante de la cause anticastriste ».

#### Déclarations agressives et menaçantes contre Cuba en 2004

Le 6 janvier 2004, Roger Noriega, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires américaines, critiqua Cuba, entre autres mensonges et menaces, pour « soutenir des individus en train de déstabiliser plusieurs pays démocratiques d'Amérique » « Fidel Castro doit savoir que ses actions visant à déstabiliser l'Amérique latine sont toujours plus provocantes aux yeux de la communauté interaméricaine, les Etats-Unis compris. [...] Ceux qui persistent à déstabiliser des gouvernements élus démocratiquement en s'ingérant dans leurs affaires intérieures jouent avec le feu. » Et d'ajouter que « son pays et d'autres voisins suivaient de près les agissements du leader cubain Fidel Castro dans le cadre de "ses dernières équipées" ». (Cf. éditorial du journal Granma, organe officiel du Parti communiste de Cuba, 8 janvier 2004.)

Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, répéta ces mêmes accusations non fondées le 8 janvier 2004 : « Cuba est en train de faire l'impossible pour déstabiliser des parties de la région. »

La conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, se prononça le lendemain dans des termes semblables : « Cuba continue (...) d'aggraver les difficultés dans d'autres parties de la région. Le président Bush a créé voilà deux mois une Commission chargée d'examiner ce que peut faire le gouvernement des Etats-Unis pour stimuler l'essor de la démocratie à Cuba et pour se préparer à la Cuba d'après-Castro qui sera démocratique. »

Le 12 janvier 2004, Bush insistait : « La dictature n'est pas de mise dans les Amériques et nous devons travailler à l'unisson pour assurer une transition rapide et pacifique à Cuba. »

Le 16 janvier 2004, au cours du séminaire de l'US/AID sur le programme de transition cubain, Roger Noriega a redit la volonté de son administration de « coopérer avec les organisations

internationales et de maintenir la communauté internationale axée sur les violations continues des droits de l'homme par Castro », confirmant ainsi la volonté de son gouvernement de continuer de manipuler les travaux d'organes comme la Commission des droits de l'homme en fonction de sa politique hostile contre Cuba.

John Bolton, alors secrétaire d'Etat au contrôle des armes et à la sécurité internationale, a déclaré que « la menace cubaine à la sécurité des Etats-Unis a été sous-estimée ». En mars 2004, il a souligné par ailleurs devant la commission des relations internationales de la Chambre de représentants la spécificité de Cuba, non seulement à cause de son emplacement à cent cinquante kilomètres des Etats-Unis, mais encore à cause de sa « condition de violatrice des droits de l'homme, puisqu'elle est inscrite sur la liste des pays terroristes et des pays qui protègent les terroristes ». Il a ajouté : « L'administration croit que Cuba continue d'être une menace en matière de terrorisme et d'armes biologiques pour les Etats-Unis. » Des fonctionnaires du département d'Etat ont précisé que ces allégations étaient soutenues par la communauté de renseignements.

Incapable de démentir les arguments contraires de Cuba qui a discrédité ces accusations, Bolton a insisté le 30 mars : « Cuba reste une menace en matière de terrorisme et de terrorisme biologique pour les Etats-Unis. »

Le président Bush a repris le 6 mai 2004, jour où il a annoncé les nouvelles mesures contre le peuple cubain, sa cantilène « libératrice » : « L'objectif des mesures est de hâter le jour où Cuba sera un pays libre. »

La législatrice mafieuse Ros-Lehtinen a dit à propos de ces mêmes mesures : « Les nouvelles pressions sur l'économie castriste réduisent ses ressources financières ». Elle a ensuite remercié Bush de « son leadership qui assure que la démocratie et la liberté sont plus proches que jamais pour Cuba ».

L'autre législateur mafieux anti-cubain, Lincoln Díaz-Balart, a qualifié, lui, le président Bush de « meilleur ami que la cause de la liberté de Cuba ait jamais eu à la Maison-Blanche » et l'a remercié au sujet de ces mêmes mesures du 6 mai « de la mise en œuvre de ces réglementations qui renforcent sensiblement l'embargo contre la tyrannie cubaine ».

Le 16 juillet 2004, Bush est monté encore d'un cran dans sa rhétorique « démocratisante » contre le peuple cubain, affirmant que son administration travaillait « à une solution intégrale de ce problème : la transition rapide et pacifique à la démocratie à Cuba. Nous avons mis en œuvre une stratégie pour accélérer le jour où aucun enfant cubain ne sera exploité pour financer une Révolution en banqueroute et où chaque citoyen cubain pourra vivre dans la liberté. »

Le vice-président Richard Cheney a tenu à son tour à confirmer publiquement son soutien à cette recrudescence de l'hostilité et des agressions contre Cuba, assurant le 7 octobre 2004 que le président Bush « approuve les restrictions aux voyages et aux envois de fonds à Cuba », a reconnu les efforts de certains au Congrès pour reporter ou annuler ces restrictions, mais « le président les approuve et n'acceptera durant son mandat rien qui interfère au sujet de Cuba ».

Le 31 octobre 2004, Bush a remis ça, mais en intensifiant notablement le ton de ses menaces, estimant qu'il croyait « que le peuple cubain devait être libéré du tyran » et ajoutant qu'il continuerait « d'exercer des pressions sur le tyran dans les quatre prochaines années pour que le cadeau de la liberté arrive finalement aux hommes et aux femmes de Cuba ».

Colin Powell, l'ancien secrétaire d'Etat, se chargea de résumer l'essence de la politique contre Cuba : quand on lui demanda pourquoi les Etats-Unis ne « libéraient » pas Cuba comme ils l'avaient fait pour l'Iraq, il répondit qu'« on ne recourt pas toujours immédiatement aux

options militaires », lesquelles, selon lui, sont précédées d'autres instruments : « isolement, sanctions, pressions, actions économiques », bien qu'il ait tenu à préciser : « Il n'existe parfois pas d'autres solutions appropriées que le recours à la force militaire. »

The Miami Herald ("U.S. Leads the World Towards Peace, Freedom and Democracy", 22 novembre 2004) reproduisait des déclarations de Donald H. Rumsfeld, secrétaire à la Défense : selon lui, Cuba était soumise à « une dictature dont les jours peuvent être comptés ».

Les mensonges et les menaces ont servi de soutien et de guide aux déclarations contre Cuba des principales personnalités de l'administration Bush en 2004. Une analyse objective du programme annoncé et de la conduite maintenue par cette administration dans les premières semaines de son second mandat permet de prévoir que les défis et les dangers qui pèsent sur l'indépendance, l'autodétermination et la paix du peuple cubain seront encore plus graves en 2005.

Poursuite et recrudescence de la politique d'hostilité durant le second mandat Bush

Deux faits survenus aussitôt après sa réélection prouvent que l'administration Bush maintiendra, voire intensifiera sa politique d'agression contre Cuba.

Ainsi, Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat, présenta le 4 novembre 2004 une note de presse intitulée : « Cuba, situation des droits de l'homme », où, comme de bien entendu, l'administration Bush ment, calomnie et accuse Cuba de prétendues violations des droits de l'homme, lui reprochant de « harceler » des « activistes indépendants de la société civile », en allusion à la juste condamnation par les tribunaux de plusieurs mercenaires de sa propre politique anti-cubaine. (Cf. déclaration du MINREX in Granma Internacional, 6 novembre 2004.)

Luis Ortega, journaliste d'origine cubaine se qualifiant d'exilé, dément (La Prensa On line de New York, 5 janvier 2005) cette rhétorique éculée selon laquelle Cuba harcèle les dissidents et les activistes indépendants. Parlant à un groupe d'entre eux qui ont été relaxés l'an dernier pour raisons de santé alors qu'ils commençaient à peine à purger leur peine, il écrit : « Ce ne sont pas des héros. Ce sont des agents à solde. Ils ne représentent pas une cause juste et noble qui exige le sacrifice, ce sont des employés d'un gouvernement étranger que celui-ci utilise à des fins publicitaires. Ils ont derrière eux toute la presse des Etats-Unis, et la radio et la télévision, avec la bénédiction du gouvernement de Washington... En quarante-six ans aucune opposition légitime n'a vu le jour à Cuba qui ne soit sans rapport avec les gages de Washington, une opposition indépendante et prête à défier le régime. À l'étranger, l'anticastrisme a été un juteux négoce qui avait laissé à son passage un sillage de millionnaires (...) »

Oliver Stone, un cinéaste états-unien de renommée mondiale pour son objectivité et son acuité politique, a offert à son tour, après plusieurs visites à Cuba, une vision bien contraire à celle de Washington au sujet de la situation des droits de l'homme et de la prétendue « dissidence ». Il affirmait en conférence de presse au festival de cinéma de San Sebastián (Espagne) en septembre 2004 :

« J'ai découvert à Cuba une situation d'ouverture et de liberté que je n'ai découverte dans aucun autre pays de la région, ni dans les Caraïbes ni en Amérique centrale. J'ai été avec de nombreux dirigeants mondiaux au Panama, en El Salvador, au Nicaragua, et je n'avais vu l'affection spontanée dans la rue que j'ai vue à Cuba envers Fidel. »

La seconde action entreprise aussitôt après sa réélection par Bush a été la lettre qu'il a adressée aux organisateurs du séminaire contre la Révolution cubaine tenu à Miami début novembre 2004 sous les auspices et avec le financement des autorités de Washington : « Les onze millions de Cubains qui vivent sous une dictature brutale souhaitent vivre dans la liberté,

tout comme les anciens pays communistes d'Europe de l'Est ont commencé à le faire à la fin du siècle dernier. »

La mafia terroriste anti-cubaine de Miami a accueilli la réélection de Bush euphorique et enthousiaste. Elle perçoit que l'administration républicaine maintiendra et intensifiera sa politique contre Cuba. Et certaines de ses principales figures ne s'en sont pas cachées.

Le législateur mafieux Lincoln Díaz-Balart déclara : « Ces élections ont fermé toutes les voies à Castro. »

La terroriste Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) déclara à travers Camila Ruiz, un de ses cadres : « Nous sommes très contents de pouvoir continuer de travailler avec l'administration du président Bush à un changement démocratique à Cuba. »

Ninoska Pérez Castellón, directrice du Conseil pour la liberté de Cuba, ultraréactionnaire et agressif, déclara : « Durant ses quatre prochaines années à la Maison-Blanche, Bush tiendra sa promesse de hâter la fin de la dictature du président cubain Fidel Castro et d'être l'allié du peuple cubain pour l'aider à arracher sa liberté. »

Les mercenaires salariés de la Maison-Blanche écrivirent aussi des lettres de félicitations à Bush et se déclarèrent prêts à continuer de le soutenir. La trahison à leur peuple sautait aux yeux une fois de plus.

Le danger d'une agression militaire est toujours d'actualité

Dans leur « Appel à la conscience du monde », lancé à Mexico en avril 2003 et lu le 1er mai par le chercheur et sociologue mexicain Pablo González Casanova, sur la place de la Révolution de La Havane, devant plus d'un million de Cubains, plus de cinq mille personnalités, artistes, intellectuels, universitaires et politologues de toutes les latitudes ont dénoncé : « Il existe aujourd'hui une campagne violente contre une nation d'Amérique latine. Le harcèlement auquel Cuba est en butte peut être le prétexte d'une invasion. À quoi nous opposons les principes universels de souveraineté nationale, de respect de l'intégrité territoriale et du droit à l'autodétermination, indispensables à la juste coexistence des nations. »

Les prix Nobel Rigoberta Menchú, Nadime Gordiner, Adolfo Pérez Esquivel et Gabriel García Márquez, de très nombreuses personnalités, dont Mario Benedetti, Ernesto Cardenal, Oscar Niemeyer, Harry Bellafonte et Danny Glover, ont signé cet Appel.

En mai 2003, la coalition A.N.S.W.E.R. (Act Now to Stop the War and End Racism), des Etats-Unis, a aussi lancé un appel d'urgence à la solidarité avec Cuba adressé au mouvement antibelliste et pacifique des Etats-Unis et du monde entier.

Dans son Appel, cette coalition signale : « Une série de faits se sont succédés ces dernières semaines dans les relations entre les Etats-Unis et Cuba. L'administration Bush a poussé à un niveau sans précédent son hostilité contre Cuba. Toujours plus de signes indiquent que Bush tente de provoquer une nouvelle crise et une guerre éventuelle contre Cuba. » (Cf. <http://www.international.answer.org>)

Le 21 novembre 2004, plus de cent vingt représentants d'organisations de solidarité et d'amitié de vingt et un pays ayant assisté à la Rencontre européenne de solidarité avec Cuba au Luxembourg, ont émis une déclaration finale : « ...L'indépendance de Cuba et tous les acquis sociaux de son peuple sont en danger... le danger saute aux yeux. Durant sa campagne de réélection, George W. Bush déclara : "Je suis inquiet pour Cuba, tout comme je l'ai été pour l'Afghanistan et l'Iraq." Il ajouta qu'il était convaincu de voir la fin du "régime castriste". »

Les organisations signataires ont lancèrent « un appel au monde entier à défendre Cuba de toute agression » et réaffirmé « leur solidarité et leur soutien continu au peuple cubain ».

Des hommes d'affaires, des hommes politiques, d'anciens hauts fonctionnaires, des intellectuels et d'autres personnalités états-uniennes membres de l'Organisation américaine pour un commerce humanitaire avec l'île, ont adressé le 22 mai 2004 une lettre ouverte au président Bush lui demandant de lever les restrictions aux ventes d'aliments et de médicaments à Cuba et aux voyages vers l'île. On trouve parmi les signataires : le banquier multimillionnaire David Rockefeller ; Frank Carlucci, conseiller à la sécurité nationale de Reagan ; James Schlesinger, ancien directeur de la CIA et secrétaire à la Défense de Nixon ; les cinéastes Oliver Stone et Francis Ford Coppola, entre autres.

La commission des affaires extérieures du Congrès espagnol a voté le 23 juin 2004, avec le soutien de tous les groupes parlementaires, sauf le Parti populaire de droite, une proposition qui condamne la politique de blocus appliquée à Cuba et les récentes mesures adoptées par Bush pour la durcir.

La Chambre des communes britannique a voté à 79 p. 100 voix pour une déclaration commune condamnant la politique du président Bush contre le gouvernement de La Havane et rejetant une agression militaire contre la population cubaine. Peter Hain, président des Communes, a affirmé : « Je suis absolument opposé à une action militaire contre Cuba et je suis aussi opposé au blocus que les Etats-Unis ne cessent de maintenir. J'ai visité Cuba voilà deux ans et j'ai été impressionné par les avancées sociales de l'île malgré les pressions états-uniennes. »

Les participants au Troisième Sommet national sur Cuba qui a réuni à l'université de Tampa en octobre 2004 des dirigeants d'entreprises et des hommes d'affaires des Etats-Unis qui ont analysé les relations entre les deux pays, ont critiqué en général la politique traditionnelle des Etats-Unis envers Cuba et se sont prononcés pour la levée des restrictions commerciales et des prohibitions aux voyages.

Le Centre de politique internationale, un forum indépendant de Washington, a fait passer une annonce d'une demi-page dans El Nuevo Herald où apparaît une photo de Bush et la légende suivante : « Quelqu'un a supprimé Noël à Cuba et ce n'est pas Fidel Castro. » Les citoyens sont invités à adresser un message au sénateur Mel Martínez et à d'autres politiques pour leur dire qu'il n'y a pas de raisons que les familles des Cubano-Américains dans l'île doivent passer la Noël seules et pour leur demander la levée des restrictions aux voyages à Cuba.

Cet inventaire, qui est loin d'être exhaustif, des actions et déclarations agressives des Etats-Unis contre Cuba confirme, comme notre gouvernement l'a dénoncé à maintes reprises, qu'un plan est actuellement en œuvre pour créer une crise artificielle et donc une confrontation entre les deux pays qui permettrait de déclencher une agression militaire directe afin de tenter d'instaurer un régime néo-colonial à Cuba.

Aucun dirigeant et porte-parole de l'administration Bush, quand on le lui a demandé directement, n'a exclu la possibilité d'un recours à la force militaire contre Cuba. Au contraire, chacun évoque le facteur circonstanciel ou l'opportunité (pas maintenant, pas pour le moment).

En tout cas, aucune administration états-uniennne n'avait atteint de tels extrêmes contre Cuba, ce qui indique clairement que les groupes néo-conservateurs de tendance fasciste qui exercent aujourd'hui le pouvoir aux Etats-Unis n'ont pas renoncé à l'option militaire pour liquider la Révolution cubaine.

Toutes ces actions sont par ailleurs des indices évidents du désespoir croissant de secteurs de pouvoir à Washington et de la mafia annexionniste et terroriste de Miami devant l'échec de leur politique impérialiste contre Cuba.

L'escalade d'agressions et de provocations de l'administration nord-américaine contre Cuba contraste avec la conduite de son gouvernement et de son peuple qui a prouvé par de multiples faits leur disposition et leur volonté d'œuvrer pour l'amélioration des relations bilatérales et de promouvoir l'amitié entre les deux peuples.

Le peuple cubain ne renoncera jamais à son indépendance ni à ses idéaux de liberté, de solidarité et de justice sociale.

Face à chaque action illégale et agressive des Etats-Unis, le peuple et le gouvernement cubain, comme cela a toujours été depuis le début de la Révolution, répondront d'une manière résolue, équilibrée et en accord avec le droit.

An 2005. La Section d'Intérêts des Etats-Unis à Cuba : poste de commandement de la contre-révolution.

La Section d'intérêts des Etats-Unis (SINA) fut établie par l'administration du président James Carte en 1977, dans le but de créer un canal de communication entre les deux gouvernements, ainsi que pour faciliter les démarches consulaires d'intérêt commun. Cependant, depuis ce temps la situation a beaucoup changé et à ce moment la SINA, tel que l'a dénoncé le président Fidel Castro en janvier 2006, est devenue un véritable poste de commandement de la contre-révolution.

Contraire à tous les objectifs pour lesquels elle fut fondée, cette Section d'intérêts a maintenu ses activités habituelles contre Cuba pendant cette année. Comme une partie de cette politique, elle a continué à utiliser sa valise diplomatique pour introduire des moyens de soutien à la contre-révolution interne. Tel a été le cas de la réception, le 15 août, à l'aéroport José Martí, de trois valises consignées à la SINA par le « Centre pour un Cuba libre » géré par Frank Calzón, ancien agent de la CIA et ennemi acharné de la Révolution cubaine, siégé aux Etats-Unis.

En 2005 le chef précédent de la Section d'intérêts, James Cason finit son mandat. Durant son séjour à Cuba, Cason maintint une attitude de franche ingérence dans les affaires intérieures du pays, d'agressions et provocations, de patronage ouvert d'activités contre le gouvernement, le Etat et l'ordre constitutionnel du pays, ainsi qu'un manque total de respect et d'attachement aux lois internationales régissant la conduite des fonctionnaires et les représentations diplomatiques étrangères dans les pays où elles se trouvent.

Parmi ses activités finales à Cuba, un Carson en retraite appuya de manière verbale et logistique la manigance orchestrée dans notre pays par des éléments payés par le Gouvernement nord-américain afin de mener à bien une présumée « Assemblée pour promouvoir la société civile ». Cason non seulement finança et établit les règles de cette rencontre le 20 et le 21 mai 2006, mais aussi il participa personnellement au développement de ce spectacle médiatique, accompagné du chef du Bureau politico-économique de la SINA, Francisco Sáinz. Dans ce cadre, « ils firent parvenir » aux participants un message enregistré du président Bush, où il encourageait les mercenaires au service de la politique anti-cubaine des Etats-Unis « à continuer avec leur cause ». Il fut encore une fois évidente la claire subordination de la présumée « dissidence » cubaine aux mandataires impériaux à Washington.

En plus, le chef de la SINA continua à réaliser ses « activités diplomatiques » traditionnelles, auxquelles il invita tous les mercenaires anti-cubains qu'il put recruter lors de ces années. Parmi ceux qui reçurent ce grand « honneur » se trouvent les salariés de la SINA : Osvaldo

Payá, Marta Beatriz Roque, Jorge Olivera, Carmelo Díaz Hernández, Miguel Valdés Tamayo, Roberto de Miranda, Orlando Fundora Alvarez, Vladimiro Roca, Félix Bonne, Miguel Sigle Amaya. René Gómez y Margarito Broche, pour citer seulement quelques-uns.

Comme une partie des leurs provocations constantes, le 4 juillet, pendant la célébration de la fête nationale des Etats-Unis, Cason dévoila dans sa résidence une réplique métallique, de 9 mètres de hauteur, de la statue de la liberté, avec un numéro 75 sur la torche, en allusion aux mercenaires cubains qui ont été jugés en 2003.

Le propre Cason, à la fin de son séjour à Cuba, reconnut lors d'un entretien donné à l'agence AP, « qu'il avait été si agressif qu'il a pu ». Une fois finie le mandat de Cason, le 15 novembre, Michael Parmly, le nouveau chef de la SINA, arriva à Cuba. Un mois plus tard, le 14 octobre, à demande du propre Parmly, le MINREX l'accueillit. Lors de ce contact le nouveau chef de la Section d'intérêts expliqua que sa mission à la tête de la SINA avait trois priorités :

- 1) vieller sur le bon accomplissement de son travail à la SINA ;
- 2) Elargir les contacts avec le peuple cubain ; et
- 3) Voir les possibilités d'avancer dans des sujets d'intérêt pour les deux gouvernements, si l'on trouvait un terrain commun.

Cependant, peu de temps après, le Chef de la SINA commença à faire des déclarations qui se rendaient de plus en plus agressives. A manière d'exemple nous illustrons les plus significatives :

« Cuba aspire à changer et le changement est en marche (...) Nous sommes ici pour les soutenir et les aider de n'importe quelle manière possible (...) Un pays quelconque émergeant des décennies de répression a besoin de l'aide externe ».

« Cuba est resté derrière dans la marche globale vers la démocratie et vers un respect plus grand des droits de l'homme (...) Il se protège en isolant les Cubains du reste du monde, en les maintenant artificiellement pauvres et dépendants d'un Etat qui exige de la obéissance incontestable, ainsi qu'en exerçant la terreur chez ceux-là qui mettent en question les mensonges du régime ».

« Je ne sais pas quand aura-t-il lieu un changement. Je sais seulement qu'un changement est en train d'avoir lieu ». Et il ajouta sur un ton menaçant : « N'importe quel processus de transition ayant du succès a des aspects pénaux. C'est important que les personnes sachent que l'on est train de tenir compte des mauvaises actions faites par ceux qui ont commis des crimes innombrables ».

« Je n'essayerai pas de donner une date, mais je vois beaucoup des signes de frustration, même de malaise. Quand la corde va-t-elle se briser, ça dépendra des Cubains » (...) « la rébellion se répandra par les rues comme une traînée de poudre ».

Finalement, au mois de janvier 2006, la SINA commença une nouvelle escalade dans ses provocations contre notre pays. Dans les Étages supérieurs du bâtiment, occupé par la Section d'intérêts à La Havane, une marquise numérique fut installée avec la prétention de « faire parvenir des messages au peuple cubain ». En réalité, il s'agit d'un acte de provocation sans précédents. Quelle représentation diplomatique d'un pays respectueux des lois internationales et de la souveraineté réalise un acte semblable d'agression ? Comment ose-t-il réclamer un droit présumé de transmettre des messages politiques contre-révolutionnaires dans un état étranger, le gouvernement qui a réprimé une citoyenne états-unienne, la courageuse Cindy Sheehan, pour tenter seulement de montrer son message de paix durant l'allocution du président Bush sur l'état de l'Union correspondant à l'année 2006 ?

Le plan Bush pour l'annexion de Cuba

- le support au plan et les mesures pour sa mise en application.

Le plan d'annexion, approuvé officiellement le 6 mai 2004 sous le titre euphémistique de « Rapport de la Commission d'aide à Cuba libre », continua à compter sur le support de l'exécutif yankee au moyen de déclarations exprimées. Par ailleurs, durant 2005 des démarches concrètes furent faites pour sa mise en application accélérée.

Le 18 janvier, Condolezza Rice, lors de l'audience pour sa confirmation comme Secrétaire d'Etat auprès du Comité des affaires étrangères du Sénat, assura qu'elle prêterait une attention spéciale à la mise en application des recommandations de la « Commission pour l'aide à Cuba libre ».

Le 9 mars, l'alors Secrétaire adjoint d'Etat aux Affaires interaméricaines, Roger Noriega, pendant une audience dans le Sous-comité de l'Hémisphère occidental, remarqua que les recommandations de la « Commission d'aide à Cuba libre » étaient en train d'être appliquées et que le « régime était en train d'être pressonné plus que jamais auparavant ». Il ajouta à cette occasion qu'ils continueraient « à préparer et soutenir la transition pacifique à la démocratie ».

Le 2 juin, la station émettrice contre-révolutionnaire « Radio Martí » rapporta que le chef du Bureau des Affaires cubains du Département d'Etat, Kevin Whitaker, avait exprimé sa satisfaction pour le travail de la « Commission d'aide à Cuba libre » et remarqué que des progrès très importants ont été faits dans les tâches définies, ainsi que d'autres tâches avaient été programmées pour l'avenir. Il précisa par ailleurs que depuis août 2004 des vols hebdomadaires pour les transmissions télévisuelles avaient été faits, que les voyages des Nord-américains à Cuba s'étaient réduits et que les entrées du pays avaient enregistré une diminution de 60%. Il affirma qu'ils travaillaient dans la nomination d'un coordinateur pour épauler six tâches contenues dans le Chapitre I du Rapport de la Commission référée ci-dessus.

Le 27 juillet, pendant la célébration de l'audience « Diplomatie en Amérique latine », dans le Sous-comité de l'hémisphère occidental du Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants, l'alors Secrétaire adjoint d'Etat aux Affaires interaméricaines, Roger Noriega, mit en relief l'octroi de 8.9 millions USD pour 2005 et de 15 millions USD pour 2006 en vue de mettre en application les recommandations de la Commission d'aide à Cuba libre. Il affirma que cette aide serait destinée à garantir la transition vers une démocratie et non pas une succession dans les termes dont le « régime » cubain parlait-il.

En décembre, la Secrétaire d'Etat, Condolezza Rice, présida une réunion de cette Commission d'aide à Cuba libre, dans le but d'identifier des nouvelles mesures permettant d'accélérer le « changement de régime » à l'île. Rice annonça dans cette réunion qu'en mai 2006 cette Commission préparerait un autre rapport pour le président Bush « avec des recommandations actualisées pour accélérer la démocratie et un plan stratégique inter agences aidant la transition dirigée par les Cubains ». Selon les médias, parmi ceux qui y étaient, se trouvaient les Secréaires au logement, au Commerce, à la Sécurité intérieure et au Trésor, ainsi que l'Assistant du Président aux Affaires de Sécurité nationale et l'Administrateur de l'USAID, tous eux des membres de cette Commission.

Le représentant Lincoln Diaz Balart qualifia la décision de « très positive » et la représentante Ileana Ros-Lehtinen signala que « cette Commission pourrait chercher des voies pour générer plus de soutien international à la dissidence opposée au leader cubain Fidel Castro ». Le chef de la SINA, Michael Parmly, déclara que « le rapport de transition est exactement ce qui nous pouvons faire pour aider et ce que nous pouvons offrir ».

- Le proconsul nord-américain pour Cuba.

Comme une partie de l'application des mesures énoncées dans le plan annexionniste, le 28 juillet la Secrétaire d'Etat présenta la nomination de Caleb McCarry, Assistant républicain du Comité des Relations internationales de la Chambre des Représentants comme le « Coordinateur pour la transition à Cuba ».

A partir de la « prise de pouvoir », le proconsul impérial pour Cuba commença à réaliser une série d'exposés en fonction de la tâche que l'on lui avait commandé.

Le 1 octobre, le quotidien The Houston Chronicle reproduit ses déclarations, où il souligna : « nous cherchons à soutenir une transition authentique vers les libertés politiques pour le peuple cubain ». Le 27 de ce même mois, pendant un séminaire sur la « transition » à Cuba, tenu à Madrid, il affirma : « Je crois que tous les gouvernements démocratiques peuvent coïncider avec le besoin d'une transition authentique vers la liberté politique et économique et je crois que nous tous nous pouvons travailler d'ensemble dans ce sens. Les Etats-Unis sont en train d'encourager nos alliés en leur proposant travailler d'ensemble dans le soutien à l'indépendance de la société à Cuba ». Il ajouta. « Nous sommes prêts à apporter l'aide spécifique que croyons qu' un gouvernement en transition peut en avoir besoin, tel que l'aide humanitaire, le soutien au système éducatif , au système de la santé et aux réformes judiciaires ou administratives ».

Pendant la deuxième quinzaine d'octobre, dans leur travail de manœuvres électorales à la recherche de soutien international au plan annexionniste de Bush, McCarry réalisa une tournée européenne de 10 jours. Il commença, bien sûr, par une visite à la République Tchèque, où il fut accueilli par la Chancellerie et il se rencontra avec des organisations anti-cubaines et contre-révolutionnaires financées par les Etats-Unis.

Entre le 7 et le 8 novembre, les Etats-Unis rendirent propice à Brussels, Belgique, la conférence « Des objectifs communs, des stratégies différentes ? Des options pour un agenda transatlantique sur Cuba », patronnée par l'organisation nord-américaine Freedom House et financée par l'USAID. A cette réunion assistèrent le proconsul McCarry et le directeur du Programme Cuba de l'Etats-UnisID, David Mutchler, ce dernier assista dans l'objectif d'acheter directement sur le terrain le soutien au projet anti-cubain de Bush, en offrant des sommes généreuses d'argent à des organisations mercenaires de la politique impérialiste de Washington, tel que l'organisation thèque People in Need.

La délégation nord-américaine insista sur le fait que « la transition à Cuba ne doit pas être naturelle, mais accélérée au maximum, en incluant l'utilisation de la force ». McCarry, de son côté, déclara « que le moment de changement à Cuba était arrivé et que tandis que cela n'aie lieu, les Etats-Unis n'entreprendront de relations avec ce gouvernement ».

Le 27 de ce mois, le quotidien AZCentral, d'Arizona, cita les déclarations suivantes de McCarry : « nous nous attendons à ce que le peuple cubain se libère de cette dictature le plus tôt possible. Nous croyons que le moment de changement à Cuba est arrivé » Dans le rapport on lui attribua aussi les mots suivants, adressés au Proconsul pour l'annexion de Cuba : « Nous ne devons pas nous contenter avec le soutien à un successeur à l'intérieur de la dictature. La transition est déjà en train d'avoir lieu dans les esprits des Cubains. Ils sont en train de penser à leur avenir et beaucoup d'entre eux pensent à un avenir différent ».

- Le SCAE, le cerbère de la politique de sanctions et de restrictions contre Cuba.

Comme une partie de la recrudescence de la politique de sanctions et de restrictions économiques contre Cuba, le gouvernement des Etats-Unis a instruit le Service de contrôle des actifs étrangers du trésor – le SCAE - (OFAC, selon ses sigles en anglais) de renforcer son contrôle sur toutes les activités financières, commerciales et économiques en général ayant Cuba comme point d'origine ou destiné. Ce Service a déchaîné une véritable chasse aux sourcières et imposé une politique de terreur afin de garantir la persécution la plus pleine des actifs cubains. En 2005, elle établit de nouvelles interdictions et des obstacles aux ventes de

produits agricoles à Cuba et aux voyages de citoyens et d'institutions nord-américaines à ce pays.

- Restrictions aux ventes de produits agricoles

Tel qu'il est connu, après le passage dévastateur de l'ouragan Michèle par Cuba, en décembre 2001, le Congrès des Etats-Unis autorisa les ventes de produits agricoles à notre pays. Cependant, il en résulte de plus en plus difficile l'achat de ces produits-ci.

Le 8 février, le porte-parole du SCAE, Molly Millerwise, en se référant aux ventes de produits agricoles à Cuba, affirma : « Notre propos est celui d'éclaircir la politique déterminée par la loi, nous n'allons pas à établir de nouvelles règles ».

Cependant, deux semaines plus tard, le 22 février, le propre SCAE annonça une réinterprétation du concept de « paiement en espèces et d'avance » dans les achats de produits agricoles et médicaux aux Etats-Unis par Cuba, au moyen de laquelle il détermina que selon ce concept on comprend un paiement réalisé en liquide avant de l'embarquement des marchandises.

Les réactions ne se font pas attendre, tant dans le Congrès que dans le secteur privé. Le lendemain, les sénateurs Pat Roberts, Byron Dorgan, Charles Grassley et Max Baucus se prononcèrent contre la modification de la procédure de paiement pour la part du SCAE. Baucus exprima qu'en réponse, il pourrait bloquer les nominations se produisant pour le Secrétariat du Trésor, tandis que les sénateurs restant remarquèrent que cette mesure était une tentative dissimulée pour anéantir les ventes à Cuba, ce qui affecterait les producteurs nord-américains et le peuple cubain.

Trente-trois entreprises et associations agricoles envoyèrent une lettre au directeur du SCAE dénonçant l'impact négatif qu'aurait cette nouvelle régulation sur le paiement en liquide et d'avance, en demandant une exception dans l'application de cette mesure pour les contrats signés avant le 22 février. A Cuba, l'entreprise ALIMPORT fit une déclaration sur les nouvelles régulations, en soulignant que celles-ci s'écartaient de la pratique en vigueur dans ce genre d'opérations commerciales et elles constituaient une escalade adressée à entraver les ventes de nourritures, lesquelles étaient déjà soumises à de nombreuses restrictions.

Malgré toutes ces réactions de refus et le fait que celle-ci était une décision portant clairement atteinte contre de larges secteurs aux Etats-Unis, le 24 mars cette nouvelle interprétation entra en vigueur. En vertu de celle-ci est établi que « paiement en liquide et d'avance » est celui réalisé avant l'embarquement des marchandises.

La résistance face à cette mesure ne fut pas neutralisée. A l'intérieur du Congrès nord-américain plusieurs efforts continuèrent afin d'arrêter cette nouvelle mesure. Le 21 juin le Comité des allocations de la Chambre approuva l'amendement de la représentante Jo Ann à la « Loi des Allocations pour les Départements du Transport, du Trésor et de la Demeure, année 2006 », au moyen de laquelle on interdisait l'utilisation des fonds alloués pour gérer ou mettre en application cette mesure.

Nonobstant, le 14 novembre, le Comité des Conférences, qui avait concilié ladite Loi des Allocations, élimina le langage favorable aux ventes de produits agricoles à Cuba, adopté préalablement. La nouvelle interprétation du SCAE était prête pour son application.

Parallèlement, le SCAE continua à exercer ses persécutions habituelles et ses punitions contre ceux-là qui avaient osé de faire des affaires avec Cuba. Par exemple, le 12 octobre, il annonça qu'une amende de 13 750 USD avait été imposé et encaissé à la compagnie nord-américaine Archer Daniels Midlan (ADM) pour des violations aux régulations du blocus contre Cuba, commises entre février et mars 2000. Selon lui, la compagnie Finora Canada Ltd., subsidiaire

d'ADM, siéegée au Canada, avait signé des contrats avec une entité du gouvernement cubain et réalisé de nombreuses transactions d'exportation.

Malgré le caractère injuste et inégal du lien économique unidirectionnel et restreint existant entre les Etats-Unis et Cuba, le gouvernement nord-américain persiste à bloquer n'importe quelle tentative de cette nature.

- Voyager à Cuba est considéré un crime

Dans ce domaine le SCAE accomplit de manière efficace et honteuse une triple fonction : il établit de nouvelles restrictions aux voyages ou accentue celles déjà existantes, exerce des pressions parallèles sur des personnes ou des institutions qui prétendent de voyager à Cuba et finalement il punit les personnes qui prennent le risque de croiser le détroit de la Floride sans l'autorisation due.

En continuant avec ses réinterprétations fréquentes, en janvier il fit un tour de force aux régulations en vigueur sur les voyages à Cuba. Selon sa nouvelle « vision » de cette affaire, on interdit aux citoyens nord-américains de participer à des réunions dans notre pays, même quand elles soient patronnées et organisées par des agences de l'ONU siéegées aux Etats-Unis, sauf si elles obtiennent un permis spécifique pour cela.

Parallèlement, le SCAE continua à faire des de pressions pour « convaincre » des personnes et des institutions de ne pas voyager à Cuba. Le 30 mars, il a envoyé une lettre à l'organisation U.S. – Cuba Labor Exchange pour qu'elle « cesse et désiste » de co-patronner, promouvoir et organiser le voyage à Cuba de la délégation nord-américaine qui avait prévu participer à la IVème rencontre hémisphérique de lutte contre l'ALCA et aux activités du 1er mai. Dans la lettre il exigeait aussi que dans un délai de 20 jours on devait lui envoyer une liste détaillée avec les noms et les adresses des membres de la ladite délégation.

Cette année le domaine des voyages motivés par des convictions religieuses enregistra l'incidence directe de nouvelles restrictions dictées par le SCAE. Le 31 mars, il mit en vigueur de nouvelles régulations pour l'octroi de permis à des organisations nord-américaines qui entreprenaient des voyages avec des buts religieux à Cuba. Dorénavant, selon ces régulations, les groupes ne pourront excéder de 25 personnes, un seul voyage par trimestre sera permis et les permis ne seront valables que par un an. En plus, il se réserve la prérogative d'autoriser des permis pour des groupes plus nombreux et des séjours plus prolongés, sur la base d'une analyse « cas par cas ».

Par ailleurs, le 7 avril, une lettre circulaire du SCAE se rendit publique laquelle fut envoyée aux organisations détentrices de permis pour voyager par des buts religieux, en informant qu'on était en train d'enquêter sur de présumés « abus de permis religieux », ce qui mènerait à l'adoption de mesures telles que la suspension ou la révocation des permis et l'imposition d'amendes administratives ou de sanctions pénales.

D'autres pressions similaires furent exercées sur environ 200 membres de la Brigade Venceremos et Pasteurs pour la Paix, qui reçurent des lettres demandant de l'information sur leurs derniers voyages à Cuba. Ces lettres sont les premières démarches d'un processus pouvant mener à une amende d'un montant d'environ 1,5 millions USD.

En plus et en complémentant le travail du SCAE dans ce domaine, le pouvoir législatif nord-américain bloqua ou refusa les tentatives de lever d'une manière totale ou partielle les restrictions de voyager à Cuba lesquelles existent dans le complexe lattis de la législation supportant la guerre économique contre notre pays.

Quatre amendements relatifs aux voyages à Cuba furent présentés, dans la séance plénière de la Chambre des représentants, au projet de la « Loi des Allocations pour les Départements du

Transport, du Trésor et de la Demeure, année 2006 ». L'amendement de Barbara Lee interdisant l'utilisation des fonds pour mettre en application la suspension des voyages académiques à Cuba fut battu par 233 à 187 votes ; l'amendement de Jeff Flake interdisant l'utilisation des fonds alloués pour empêcher les voyages par des motifs religieux fut retiré par Flake face à l'opposition reçue ; l'amendement de Jim Davis interdisant l'utilisation des fonds pour empêcher les voyages familiaux à Cuba fut battu par 211 à 208 votes ; et l'amendement de Flake interdisant l'utilisation des fonds pour empêcher les voyages à Cuba des membres des Forces armées des Etats-Unis fut éliminé par une objection de procédure.

En somme, comme un résultat de la politique générale d'interdiction des voyages à Cuba, 487 citoyens nord-américains furent sanctionnés pour avoir violé les dispositions du blocus relatives à ce sujet. Le montant total des amendes payées pour ce concept par des entités et des individus nord-américains fut de 573 969.26 USD en 2005.

La haine impériale et revancharde contre le peuple cubain, une constante dans les déclarations des mandataires du pouvoir à Washington.

Dans l'agenda de l'administration nord-américaine actuelle, les références offensives et menaçantes contre Cuba et ses dirigeants ont occupé un endroit privilégié. Durant l'année 2005 ne manquèrent de sénateurs ni d'autorités exécutives proférant des insultes et des menaces contre notre pays. Par ailleurs, la série d'offenses s'est vue couronnée par des déclarations du propre président George W. Bush, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, le secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld et d'autres membres de l'exécutif.

- Déclarations du Président Bush et d'autres membres du pouvoir exécutif

Le 8 décembre, des médias européens reproduirent des déclarations du président Bush durant la cérémonie de présentation des lettres de créances de l'ambassadeur de la République tchèque aux Etats-Unis, Petr Kolar, où il loua le « courage et la décision (de la République tchèque) dans son effort pour soutenir le rêve du peuple cubain de vivre dans un pays libre et prospère ». Il exprima en plus « l'espoir de la continuation de cet effort ».

Le secrétaire de la Défense, Roald Rumsfeld, durant sa tournée en mars pour l'Amérique latine, déclara que Cuba ne peut se considérer une démocratie libre » (...) « C'est malheureux pour le peuple cubain parce que c'est lui qui souffre et paye pour les autres ».

Le 18 janvier, Condoleezza Rice, pendant l'audience pour sa confirmation comme Secrétaire d'Etat auprès du Comité aux affaires étrangères du Sénat, qualifia Cuba, Myanmar et la Corée du Nord, l'Iran, Biélorussie et le Zimbabwe comme « des avant-gardes de la tyrannie » et « des sociétés de la crainte ». A sa fois, durant la nomination de Caleb McCarray comme « Coordinateur pour la transition à Cuba » elle dit : « Les Etats-Unis vont précipiter l'arrivée du jour où le rêve d'un Cuba libre ne soit plus un rêve, mais une réalité (...) Et nous ne reposerons pas jusqu'au moment où notre hémisphère soit le meilleur exemple d'un hémisphère unis en liberté et démocratie. Nous ne pourrions pas faire ça jusqu'au moment où Cuba soit libre ».

Lors Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, Roger Noriega, déclara le 6 février à des chaînes hispaniques de télévision que « Fidel Castro était une douleur de tête pour la démocratie et pour les Cubains. Mais la transition pacifique avait déjà commencé (...) Le président Bush a parlé de la force de la liberté, qui est irrésistible, et ce message est arrivé à Cuba (...) une transition dramatique a commencé et nous devons continuer avec notre soutien ».

Le 20 juin, la sous-secrétaire d'Etat aux affaires globales, Paula Dobriansky, mentionna Cuba comme un exemple de pays qui est une « avant-garde de la tyrannie » durant une présentation dans l'Hudson Institute.

Au début de février, à la suite de la suspension des sanctions par l'UE, le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, déclara: « ils ont toujours le souci d'avoir suspendu les mesures sans avoir réussi aux objectifs pour lesquels elles ont été mises en vigueur (...) Il n'est pas possible un dialogue productif avec le régime de Cuba (...) Nous croyons que la pression est la meilleure manière de garantir des changements à Cuba. Nonobstant, nous continuerons à travailler à côté des Européens pour promouvoir les droits de l'homme à Cuba et l'opposition démocratique”.

En outre, en mars dernier, le porte-parole adjoint du département d'État, Adam Ereli, émit une déclaration de presse à l'occasion du deuxième anniversaire de l'arrestation de 75 mercenaires au service des États-Unis. Le texte de ce document recèle les positions réitérées des EEUU à ce propos ainsi que l'engagement réaffirmé de cette Administration de parvenir à la “transition rapide et pacifique vers la démocratie à Cuba en aidant tous les Cubains qui luttent pour l'obtenir”.

- Déclarations agressives des membres du pouvoir législatif.

Le 28 janvier, le sénateur Mel Martínez, déclara au journal Tampa Tribune que les explorations pétrolières menées par Cuba dans le Golfe du Mexique “pourraient être une menace potentielle de pollution sur les côtes de la Floride”. Ainsi, il ajouta que “En ce qui concerne la Floride, nous avons été très vigilants pour préserver la nature primitive de notre ligne côtière en interdisant les explorations. C'est un problème lorsqu'un État voisin peut les faire. Lors d'une audience au Comité des affaires étrangères du Sénat sur le budget des affaires étrangères pour 2006, Martínez s'en prend encore une fois à Cuba, quand il proclama sa satisfaction à l'égard de l'objectif de cette Administration de “réussir à la démocratie et à la liberté autant qu'il soit possible” et son souhait de faire parvenir au peuple cubain “colonisé” l'engagement de “promouvoir la démocratie à travers les médias”.

Les représentants de la mafia anti-cubaine au sein du Congrès, Ileana Ros-Lehtinen, Mario y Lincoln Díaz-Balart se obstinèrent à diffuser et à déclarer leur soutien à la réunion de mercenaires orchestrée par la SINA (Section d'intérêts des États-Unis) à la Havane intitulée “Assemblée pour promouvoir la Société Civile”, qui fut qualifiée de “réunion massive du mouvement dissident”. Lincoln Díaz-Balart exprima que “nous restons en contact avec des membres du Congrès et allons lancer une campagne mondiale qui se poursuivra jusqu'au 20 mai”.

Le 6 juin, plusieurs journaux publièrent les déclarations des représentants Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz-Balart sur une rencontre soutenue avec Condoleezza Rice. Ros-Lehtinen signala que Rice lui avait assuré “son souhait de continuer d'isoler Fidel” et que “les mouvements encouragés par certains pays dans le but d'aider Castro et ceux qui veulent faire du commerce, ne sont pas sur la voie correcte. La voie correcte est celle de la pression internationale pour isoler le dictateur”.

Pour sa part, Díaz-Balart indiqua avoir également parlé au cours de cette rencontre de l'importance de voir que tout l'hémisphère “fasse ce qui est nécessaire pour restituer la démocratie où elle n'existe pas. À Cuba, depuis 46 ans il y a un gouvernement illégitime, illégal et malheureusement cet hémisphère, à l'exception des États-Unis, traite le peuple cubain comme s'il habitait dans une autre galaxie et ce n'est pas approprié”.

Le 9 septembre, en réponse à l'offre d'aide proposée par notre pays aux victimes de l'ouragan Katrina, ces trois congressistes de la mafia anti-cubaine de Miami écrivirent un communiqué de presse par lequel ils déclaraient: “Nous soutenons avec force la décision prise par l'Administration de refuser la prétendue “offre” du régime de Fidel Castro, pendant ces moments de tragédie qui vit le peuple nord-américain, dans les états d'Alabama, Mississippi et Louisiane (...) L'offre de Castro est tout simplement une méprisable manœuvre démagogique”.

Ces déclarations dévoilent la haine accumulée par ces mandataires de la mafia anti-cubaine contre notre peuple et contre toutes les personnes pauvres et nécessitantes de la planète. Ils sont capables de refuser l'aide solidaire et d'abandonner à leur sort les victimes d'un phénomène naturel si dévastateur, pourvu que la générosité et l'humanisme de Cuba ne soient pas reconnus. Les États-Unis n'ont été ni le premier ni le seul pays à recevoir une telle offre de la part du Gouvernement et du peuple cubains. L'histoire de l'aide aux peuples réunie par la Révolution cubaine tout au long de ces 47 ans, dissipe tout sorte de doutes sur les véritables intentions de cette offre.

- Tentatives d'isoler Cuba dans les organismes internationaux.

Dans le désir véhément du Gouvernement nord-américain de discréditer le travail et le prestige de Cuba dans les organismes internationaux, des déclarations réitérées ont été prononcées concernant l'activité et le rôle de Cuba dans ces forums. En février, le porte-parole du Bureau de presse du Département d'État, Tom Casey, déclara sur l'élection de Cuba et du Zimbabwe pour intégrer le Panneau de Situations de la CDH: "Les EEUU croient que les pays qui violent les droits de leurs citoyens ne doivent pas être élus pour surveiller la conduite des autres pays."

En mars, Radio "Martí" diffusa les déclarations émises par le Chef du bureau des affaires cubaines du département d'État, Kevin Whitaker, qui a dit: "Nous pensons à participer cette année dans la CDH à Genève pour parler des violations des droits de l'homme à Cuba et assurer que les informations soient connues. Nous déploierons nos meilleurs efforts afin de faire progresser la situation des opposants à l'intérieur de Cuba".

Au mois de mai, au cours d'une visite au siège de l'Union européenne, le vice secrétaire d'État, Robert Zoellick, mit en doute l'efficacité de la "nouvelle politique d'ouverture de l'UE envers Cuba" et plaida pour " axer les efforts dans l'avenir" en remerciant "le soutien accordé par les pays européens" à ses tentatives de promouvoir une résolution contre Cuba au sein de la CDH.

Comme soutien à la campagne anti-cubaine au sein de la Commission des Droits de l'Homme, les déclarations de la représentante Ileana Ros-Lehtinen, parues dans le journal The Miami Herald du 3 octobre, s'y ajoutèrent. Ces dernières portent sur l'élection de Cuba en tant que membre de la Jointe des gouverneurs de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA). Cette fois, Ros-Lehtinen exprima: "octroyer un statut pareil à ces états reniés, met en question la crédibilité de l'ONU. Nommer des violateurs systématiques au Conseil de l'OIEA c'est comme laisser entrer un renard dans le poulailler".

- Argent en abondance pour la contre-révolution interne.

La Section d'intérêts garantit l'abondant approvisionnement monétaire aux mercenaires payés par la politique anti-cubaine des États-Unis. L'argent en question, même s'il a une source à la base –les sommes publiques et secrètes allouées pour les activités anti-cubaines du budget des Etats-Unis-, se canalise par des voies très différentes. En fait, la plupart de l'argent destiné à la subversion à Cuba n'arrive pas sur l'île et reste en mains d'agents intermédiaires à Miami, Praga, Madrid et dans d'autres centres où opèrent des organisations contre-révolutionnaires cubaines et quelques autres. Ces dernières, dont la plupart de leurs membres n'est pas d'origine cubaine, ne veulent pas rester en dehors du partage du butin dans une affaire si lucrative. Parmi celles-ci, se détachent de prétendues ONGs – avec des liens étroits et une nette subordination à certains gouvernements européens – comme c'est le cas de la tchèque People in Need et de la française Reporters sans Frontières.

La voie préférée de financement aux mercenaires des EEUU à Cuba, c'est précisément les organisations contre-révolutionnaires et terroristes à Miami. Bien que Washington connaisse que la plupart de l'argent va directement au repaire de la mafia anti-cubaine, il continue d'emprunter cette voie pour payer les services des plus fervents défenseurs de ses objectifs

annexionnistes contre la nation cubaine. Beaucoup de ces organisations et fondations de la contre-révolution de Miami doivent leur existence à la guerre livrée contre Cuba.

Le 3 mars, l'alors Secrétaire adjoint d'État aux Affaires interaméricaines, Roger Noriega, lors d'une audience conjointe appelée "Deuxième anniversaire de la brutale répression de Castro contre les dissidents," devant les sous-comités de l'hémisphère occidental et de l'Afrique et celui des Droits de l'Homme et des Opérations internationales du Comité des affaires internationales de la Chambre des Représentants, annonça une augmentation de 14.4 millions par rapport à l'allocation proposée par la "Commission d'Aide à une Cuba libre" d'un montant de 29 millions de dollars destinés au "soutien à la société civile cubaine". Au cours de l'audience, les mercenaires Félix Bonne, René Gómez y Martha Beatriz Roque prêtèrent témoignage par voie téléphonique.

Le 10 juin, le Comité des affaires internationales de la Chambre des Représentants adopta un amendement du représentant Jeff Flake au projet H.R.2601 "Loi d'autorisation de dépenses pour les Affaires étrangères, années 2006 et 2007". Cette loi proposait d'accorder 5 millions de dollars des fonds alloués au Bureau des affaires éducationnelles et culturelles du département d'État pour promouvoir des programmes de bourses d'études et au Bureau d'échange de citoyens. Cet argent serait utilisé pour développer des programmes professionnels, culturels et de la jeunesse, afin d'offrir des bourses aux Cubains. Cependant, une condition a été imposée pour l'allocation de ces bourses: prioriser les "dissidents, les activistes pro démocratie et des membres de la société civile".

Pour sa part, Christopher Sabatini, directeur pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la Fondation nationale pour la démocratie (NED), reconnut que 20% de l'aide de la NED arrive à Cuba en espèces, notamment pour "appuyer le travail, la préparation et les voyages des activistes". En même temps, il a annoncé que le budget 2006 pour Cuba s'élèvera à 2 millions USD.

- Les retards dans le procès et l'harcèlement contre les cinq jeunes cubains emprisonnés injustement aux États-Unis continuent.

Le 9 août 2005, 28 mois après la présentation des arguments, la Cour d'appel de l'onzième Circuit d'Atlanta prononça finalement son verdict par lequel révoquait les injustes peines dictées par un Tribunal à Miami, depuis plus de quatre ans, contre Cinq jeunes anti-terroristes cubains. La décision de la Cour d'appel d'Atlanta repose sur l'injustice et la partialité qui ont caractérisé le procès de Miami. En plus, la Cour a reconnu le droit des Cinq à être jugés avec impartialité, dans une ambiance non hostile et à avoir un procès juste tel qu'il établi par la Constitution des États-Unis.

Cette décision se joint à celle du 27 mai, du Groupe de travail sur les détentions arbitraires de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies, relative aux Cinq. Cette dernière établit que "la privation de liberté des MM. Antonio Guerrero Rodríguez, Fernando González Llort, Gerardo Hernández Nordelo, Ramón Labañino Salazar et René González Schwerert est arbitraire car elle va à l'encontre de l'Article 14 de la Convention internationale des Droits civils et politiques et correspond à la catégorie III des catégories applicables à l'examen des cas soumis au Groupe de travail."

À partir de ces deux décisions, qui démontrèrent prise de conscience croissante sur le caractère injuste de la détention de ces Cinq jeunes cubains, une série d'attaques verbales et d'actions concrètes s'est déclenchée du côté des éléments les plus réactionnaires de la communauté cubaine aux États-Unis et de leurs représentants auprès du Gouvernement.

Le 21 juillet, le journal The Miami Herald rendit publiques les déclarations d'un fonctionnaire du Département d'État non identifié affirmant que la décision du Groupe de travail sur les détentions arbitraires de la CDH à l'égard des Cinq était "ridicule, perplexe et résultante des motivations politiques, dû à une manoeuvre orchestrée par le Gouvernement cubain".

Le même jour où l'avis de la Cour d'Atlanta se rendit publique, Manny Vázquez, directeur de la Fondation nationale cubano-américaine, exprime que la « décision sur les Cinq a été regrettable et malheureuse ». Il ajouta qu'il avait confiance en la tenue d'un nouveau procès "même s'il coûte 20 millions de dollars supplémentaires".

Pour sa part, José Basulto, président de l'organisation contre-révolutionnaire "Frères à la rescousse", dit que "le tribunal d'Atlanta tira ses conclusions à partir d'une image négative et fautive de la communauté exilée".

Ninoska Pérez Castellón, porte-parole du Conseil pour la liberté de Cuba, manifesta que la décision rendue par le Tribunal était "raciste" vis-à-vis de la communauté cubano-américaine. À partir de la requête d'appel déposée par le Procureur le 31 octobre, le onzième Circuit à Atlanta accepta de réviser en présence des magistrats en plénière (12) le verdict rendu dans l'affaire des Cinq, le 9 août, par trois magistrats de ce même Tribunal. En acceptant cet appel, la décision antérieure était nulle et les jeunes cubains ont continué injustement emprisonnés.

Suite à cette nouvelle décision, la Représentante et chef de file de la mafia anti-cubaine, Ileana Ros-Lehtinen, exprima dans un communiqué de presse sa satisfaction après la nouvelle décision dictée par la Cour d'appels du Onzième circuit d'Atlanta dans l'affaire des Cinq et se montra confiante quant au maintien du verdict original et de la condamnation de ces "ennemis des États-Unis".

- Renforcement des agressions radioélectrique et médiatique contre la Révolution cubaine.

Les transmissions de radio et de télévision contre Cuba, depuis le territoire des États-Unis, constitue une violation des normes internationales dans ce domaine. En plus, les autorités nord-américaines ignorent les demandes réitérées de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour arrêter les interférences aux services de la télévision cubaine. L'utilisation de moyens techniques sophistiqués et de l'aviation de l'Armée à ces fins est en accord avec la véritable guerre radioélectrique et médiatique lancée contre Cuba.

En 2005, cette guerre ouverte contre notre pays a connu son principal sujet de débat avec le remplacement de l'avion militaire EC-130. À cet effet, le Congrès nord-américain approuva, le 7 novembre, la "Loi des allocations pour la science et les départements d'état, de justice et de commerce, année 2006", qui destinait 37 656 000 dollars aux transmissions de Radio et TV "Martí", ce qui représente une augmentation de 10 millions de dollars. Cette somme sera versée pour l'acquisition d'un aéronef, modèle Boeing-737, qui substituera désormais l'avion militaire EC-130, chargé de la transmission actuelle de signaux contre Cuba une fois par semaine.

- Les États-Unis accentuent la manipulation autour de la question migratoire entre les deux pays.

L'année 2005 marqua une tendance dangereuse dans les positions des autorités nord-américaines, dont l'intention était d'inculper et de discréditer publiquement Cuba pour le non-respect supposé des accords migratoires, lorsque la réalité des faits dévoile un effort soutenu depuis Miami et Washington visant à suspendre l'application des accords migratoires en vigueur. La presse de Miami et les représentants de la mafia anti-cubaine à Washington lancèrent une claire offensive en exigeant l'arrêt de la dénommée politique de "pieds secs, pieds mouillés".

Le 3 juin, le Département d'État a publié son Rapport sur la traite de personnes en 2005 qui, comme une partie de ses campagnes mensongères contre Cuba, inclut pour la troisième année d'affilée l'île, dans le Niveau 3 (le pire). À ce niveau sont placés les pays qui n'obéissent aux

standards minimales ni réalisent d'efforts significatifs pour combattre la traite de personnes. Le rapport met davantage l'accent sur la question de la prostitution infantile et le prétendu lien avec l'industrie touristique cubaine.

Le 27 septembre, le journal The Miami Herald publia l'article de fond "Une politique migratoire imparfaite". D'après son contenu : "La politique de pieds secs, pieds mouillés crée un fort attrait pour que les Cubains croisent le détroit de la Floride, mais elle ne garantit pas qu'ils ne soient pas l'objet de persécutions, voire de tortures, en cas d'être rapatriés. La politique nord-américaine devrait permettre aux Cubains interceptés en mer d'être assistés d'un avocat d'immigration aux audiences sur les demandes d'asile, à se tenir préférablement au siège de la BNG".

Deux jours après, le même journal publia que, "selon un rapport du Département d'État, le Gouvernement de Cuba n'essaie pas d'arrêter les Cubains qui tentent d'émigrer dans des embarcations lorsqu'ils se trouvent encore sur leurs eaux territoriales". Ce journal reproduit également les déclarations du Sénateur et Représentant de la mafia anti-cubaine, Mel Martínez en disant qu' "il demande au gouvernement des États-Unis de réévaluer sa position vis-à-vis des Accords migratoires, compte tenu de la tendance cubaine à faire provoquer des émigrations chaque fois que la situation politique devient difficile". Le journal informe que la Fondation nationale cubano-américaine a envoyé des lettres à quelques législateurs et au Président Bush pour exiger de mettre un terme à la politique régnante.

Le 8 novembre, la Section d'intérêts des États-Unis à la Havane édita un communiqué à l'occasion de la mort, trois jours auparavant, de deux femmes, en pleine mer, lorsqu'une embarcation opérée par des trafiquants d'émigrants illégaux d'origine cubaine s'est renversée. Le communiqué accuse Cuba de "continuer à amener ses ressortissants à risquer leurs vies en mer en leur niant les opportunités économiques et les libertés politiques".

Tel qu'un solde total de l'année 2005, 80 opérations de rapatriement furent effectuées au Puerto de Cabañas, ayant comme résultat la dévolution de 2532 émigrants illégaux. Ce chiffre doubla presque le nombre de personnes qui ont été retournées en 2004, à savoir 1 359. Au total, dès la signature de l'Accord migratoire de mai 1995, jusqu'à décembre 2005, 532 opérations de dévolution ont eu lieu au Puerto de Cabañas et 9 333 émigrants illégaux sont retournés.

Comme solde total et selon les statistiques publiées par le Service de garde-côtes (SGC), 2952 ressortissants cubains ont été interceptés en haute mer en 2005, dont 2532 retournés au pays. Si l'on compare le nombre d'émigrants illégaux interceptés par le SGC avec celui de personnes retournées à Cuba en 2005, il est possible de constater que 420 ne furent pas rapatriés, ce qui représente le 14,2%. Ceci constitue une violation de l'Accord migratoire de mai 1995. Cette situation a subi un accroissement par rapport à 2004, quand 139 émigrants illégaux (9,3% du chiffre total d'alors) n'ont pas été retournés.

- Les États-Unis inscrivent injustement Cuba sur les "listes noires" de tous les rapports unilatéraux émis par le département d'État.

Le 28 février, le département d'État a publié son "Rapport par pays sur la pratique des droits de l'homme en 2004". On voulut dans ce document répéter les accusations sur le prétendu manque de liberté d'expression, de presse et de réunion à Cuba, faire des critiques au système d'écoles à la campagne et au programme d'assistance médicale pour les patients infectés du VIH-SIDA. Durant sa présentation, la vice secrétaire d'État aux affaires globales, Paula Dobriansky, exprima que "Cuba est une tache". Bien sûr, pas un seul mot sur les tortures à Abu Ghraib ou sur les camps de concentration des personnes emprisonnées arbitrairement dans le territoire de Guantánamo, occupé illégalement, ou le transfert illégal de personnes qui seront torturées dans les centres de détention secrets.

Le 4 mars, le département d'État publia son Rapport annuel sur l'Stratégie internationale pour le contrôle de narcotiques en 2004. Bien qu'ils ont du reconnaître les résultats de Cuba dans ce domaine, l'information fut de nouveau manipulée conforme aux instructions et aux linéaments de la politique anti-cubaine. Les efforts réalisés par les autorités cubaines dans le combat contre problème des drogues ont été minimisés.

Le 28 mars, le département d'État publia son rapport "Le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie : le bilan des États-Unis, 2004-2005", dans lequel Cuba a été encore une fois placée sur la liste de 98 pays censés être les pires violateurs des droits de l'homme dans le monde.

Le 27 avril, le département d'État rendit publique son "Rapport par pays sur le terrorisme en 2004". Les États-Unis incluent à nouveau Cuba entre les six pays "patrons du terrorisme mondial". Pour la première fois, le rapport fait référence à la prétendue "capacité de fabriquer des armes de destruction massive et d'autres technologies qui pourraient tomber en mains des terroristes". C'est l'un des arguments pour classer Cuba parmi les États qui continuent d'utiliser le terrorisme comme un instrument de politique extérieure.

On avait déjà été mentionné l'injuste traitement infligé à Cuba dans le Rapport sur la traite des personnes en 2005, présenté par le département d'État, le 3 juin.

Le 30 août, le Bureau de vérification du département d'État publia son rapport "Adhésion et accomplissement des accords et des engagements sur le contrôle des armements, la non-prolifération et le désarmement 2005". La conclusion finale était que " quelques-uns persistent à croire que Cuba mène au moins un effort limité de recherche et développement d'armes biologiques offensives, et que cet effort transgresse les obligations contractées par Cuba dans le cadre de la Convention sur les armes biologiques. Quelques autres jugent qu'il n'est pas clair si Cuba compte à présent sur un effort actif en matière d'armes biologiques offensives ou s'il l'a fait dans le passé. Cependant, ils sont tous profondément persuadés de ce que Cuba détient la capacité technique pour faire avancer certains aspects d'un programme d'armes biologiques offensives". En plus, le Gouvernement états-unien continuera à chercher des données supplémentaires servant à évaluer cette question.

Enfin, le 8 novembre, le département d'État publia le 7ème Rapport sur la liberté religieuse internationale pour 2004-2005. Bien que Cuba n'ait pas figuré sur la liste des "États de soucis particulier", elle faisait partie du groupe de "pays totalitaires qui contrôlent la foi et la pratique religieuse", avec le Myanmar, la Chine et la Corée du nord.

- Même le baseball n'échappe pas à la guerre imposée par les États-Unis à Cuba.

L'équipe cubaine de baseball, Championne olympique et mondiale, fut invitée par les organisateurs pour participer au Classique mondial de baseball, tenu au mois de mars 2006 sur plusieurs scénarios, dont Porto Rico et les États-Unis. Cuba s'est gagné le droit d'être présent à toute compétition mondiale de baseball, grâce à la qualité de ses joueurs et à l'obtention de tous titres amateurs disputés dans des matchs.

Cependant, en conformité avec les pressions exercées par les représentants de la contre-révolution cubaine au sein du Congrès nord-américain et avec d'autres milieux du pouvoir de la droite états-unienne, les autorités sur place décidèrent d'abord de refuser à Cuba la possibilité de participer à cette compétition.

Le 12 décembre, le journal The New York Sun, explique comment le congressiste anti-cubain Lincoln Díaz-Balart s'adressa par écrit au Secrétaire du Trésor, John Snow, pour lui exhorter à ne pas délivrer la licence demandée par les Grandes Liges et empêcher ainsi que Cuba reçoive la somme d'argent allouée pour sa participation au Classique mondial de baseball. Díaz-Balart signala que si cela est fait, il s'agissait donc d'une violation des lois des EEUU, "en

finançant avec l'argent nord-américain la machine d'oppression d'un pays inscrit sur la liste des nations terroristes".

En réponse à ces pressions et à beaucoup d'autres, le 14 décembre, le SCAE refusa le permis sollicité par les Grandes Liges pour voyager à Cuba et négocier la participation de notre pays au Classique mondial de baseball. Sur ce point, le porte-parole du département du Trésor, Molly Millerwise, dans un message adressé à AP, signala que "notre politique consiste à ne confirmer, ni refuser ni discuter l'octroi des permis". En plus, "en parlant d'une manière générale, l'embargo à Cuba interdit la formalisation de contrats où Cuba ou ses ressortissants ont des intérêts".

Il est juste de souligner que Cuba compta sur le soutien d'un groupe non négligeable de congressistes et de cadres directifs des Grandes Liges aux États-Unis. Ils essayèrent à tout moment de faire revenir le SCAE sur sa décision par le biais de canaux appropriés. Ils déclarèrent même qu'un remplacement de l'équipe de Cuba ne sera pas annoncé jusqu'à ce que l'on n'épuise toutes les possibilités.

Tout de suite après des déclarations furent prononcées par les représentants Lincoln et Mario Díaz-Balart, Ileana Ros-Lehtinen et le sénateur Mel Martínez, pour remercier la secrétaire d'État, Condoleezza Rice et le secrétaire au Trésor, John Snow, pour la décision prise de refuser à l'équipe cubaine le permis de voyage. D'autres initiatives furent également pratiquées afin que des sportifs d'origine cubaine qui jouaient aux États-Unis pouvaient représenter Cuba à ces Jeux.

Heureusement, les autorités états-uniennes décidèrent d'accepter la participation cubaine en janvier 2006. Ce fut le résultat de la persévérance des organisateurs, y compris, ceux du Porto Rico, des efforts réalisés par les législateurs et quelques autres personnes de bonne volonté aux États-Unis. Et surtout, grâce à l'explication annoncée par Cuba sur le don aux victimes de l'ouragan Katrina de la somme d'argent reçue pour sa participation à cette rencontre.

De cette manière, Cuba serait présente et luttera loyalement face aux équipes invitées. Notre pays jouera inspiré à des idéaux olympiques les plus purs, sans toucher même pas un sou. Nos athlètes sont habitués à ne jouer que pour l'amour à la chemisette et aux amateurs cubains.

- La mafia terroriste et anti-cubaine consolide son influence sur l'actuelle administration.

Des promotions et des nominations des personnages de la mafia d'origine cubaine, tant au Gouvernement qu'au pouvoir législatif nord-américain furent annoncées pendant cette année.

Le 27 mai, le Président Bush nomma Juan Carlos Zárate, un nord-américain dont la mère est cubaine, comme vice conseiller de la Sécurité nationale pour la prévention et le combat du terrorisme. Il était auparavant sous-secrétaire au Trésor pour l'anti-terrorisme et les délits financiers.

D'autres personnages d'origine cubaine, un peu plus connus, montèrent aux rangs supérieurs dans leurs carrières respectives du pouvoir législatif. Le représentant de la Floride, Lincoln Díaz-Balart, fut nommé vice-président de la Commission des règles de la Chambre des représentants le 22 janvier.

En même temps, le représentant Robert Menéndez fut désigné par l'ancien sénateur et actuel Gouverneur de l'État de la Nouvelle Jersey, John Corzine, élu récemment, pour occuper un siège vacant au Sénat jusqu'à 2006, où il sera mis au vote. Menéndez devient ainsi le deuxième sénateur d'origine cubaine, après l'élection de Mel Martínez en 2004. Le poste que Martínez laissa vacant au sein de la Chambre ne sera pas occupé jusqu'à la période électorale

devant se dérouler en novembre 2006. Albio Sires, d'origine cubaine, lança déjà sa candidature pour ce poste.

Ces mouvements permettent la mafia anti-cubaine de se placer dans une situation institutionnelle plus solide en s'opposant à toute tentative de flexibilisation de la politique de blocus et d'hostilité contre le peuple cubain, ainsi qu'à toute initiative qui favorise la normalisation des relations presque nulles entre Cuba et les États-Unis.

- Washington soucieux du réveil de l'Amérique latine.

L'année 2005 se caractérisa par une particulière nervosité provoquée par la vague de changements qui déferle en Amérique latine. Ce qui suscita en même temps des réactions et des déclarations offensives cherchant à inculper notre pays pour tous ces "maux". Le 27 juillet, l'alors secrétaire adjoint d'État aux Affaires interaméricaines, Roger Noriega, fit des déclarations à la presse au Capitole avant de commencer l'audience "Diplomatie en Amérique latine" en affirmant que : "Il y a des preuves accablantes montrant que Cuba et le Venezuela sont en train de déstabiliser politiquement non seulement la Bolivie, mais d'autres pays latino-américains", et il ajouta ensuite que "la réponse ne doit pas partir du département d'État, mais de la région dans son ensemble".

Le lendemain, le New York Times publia les déclarations émises à l'Institut Hudson par le sous-secrétaire adjoint à la Défense, chargé des Affaires interaméricaines, Ramón Pardo Maurer, qui dit "Cuba et le Venezuela sont en campagne de déstabilisation partout en Amérique latine pour instaurer des gouvernements de gauche et ils peuvent atteindre leur objectif en Bolivie par l'avènement au pouvoir d'un leader "cocacalero" populiste (...) Cuba dépêcha de 35 à 50 mille personnes au Venezuela pour travailler dans les secteurs de la santé, les sports et l'éducation".

Il est évident que M. Maurer ne peut pas comprendre la nature humaine et solidaire de la présence de médecins et enseignants cubains dans la République Bolivarienne du Venezuela. Le Gouvernement, qui abandonna à leur sort des centaines de milliers de personnes pauvres et avec peu de ressources à Nouvelle Orléans, ne peut pas comprendre que d'autres pays existent et préfèrent partager ce qu'ils n'en ont pas trop. Les États-Unis, pouvant garantir des missions d'aide humanitaire avec le seul repli des unités de l'Armée ou de la Garde nationale, ne pourront jamais comprendre pourquoi des milliers et des milliers de professionnels civils cubains partent vers d'autres terres pour offrir leur solidarité, sans aucune autre motivation que celle de partager leurs hautes valeurs humaines.

Lors de sa visite au Paraguay et au Pérou du 16 au 18 août, Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, déclara qu'il y a des preuves que Cuba et le Venezuela ont été involucrés dans la situation de la Bolivie, d'une manière qui n'aide pas à résoudre les problèmes". D'autres membres de la délégation ont indiqué que "Cuba, appuyée par l'argent vénézuélien, a réactivé ses réseaux souterrains partout dans la région, notamment en Bolivie".

Le 8 septembre, l'alors secrétaire adjoint d'État aux Affaires interaméricaines, Roger Noriega, lors des déclarations à la presse a exprimé que "Castro et Chávez représentent tout ce qui est contraire au progrès de cet Hémisphère". Le 30 de ce mois-là, le journal The Miami Herald publia les déclarations du sénateur anti-cubain Mel Martínez (R-FL) sur "la relation dangereuse entre Hugo Chávez et Fidel Castro". Il a dit que "nous percevons déjà le problème de l'idéologie radicale se répandre comme un virus. Castro offre de l'assistance technique tandis que Chávez offre du pétrole et de l'argent".

Cuba est- il une menace ?

Les efforts pour qualifier Cuba de menace à la sécurité nationale des États-Unis s'écrasent à la transparence et à l'objectivité par lesquelles Cuba a démenti chacune des déclarations en ce

sens. Des faits, des témoignages et des preuves irréfutables ont neutralisé toutes les mensonges.

Chaque mensonge tombe dans l'abîme. Cela va de soi. Les déclarations frappantes des anciens militaires nord-américains, expérimentés et prestigieux, ont confirmé le contenu des dénonciations et de la vérité arborée par Cuba.

Nonobstant, des efforts persistent toujours de la part de ceux qui s'entêtent dans l'idée de fabriquer un prétexte pour justifier une future invasion de Cuba par les États-Unis. On peut distinguer dans ce groupe, les mandataires de la mafia terroriste et anti-cubaine de Miami, soutenue aujourd'hui par des congressistes, de hauts représentants du pouvoir exécutif et des alliés de la communauté de l'Agence centrale de renseignement (CIA).

Le 17 mars 2005, durant une audience au siège du Comité des services armés du Sénat sur les menaces à la sécurité nationale des États-Unis, Porter Goss, directeur de la CIA, qualifia Cuba et le Venezuela de "points de conflit potentiels" en 2005. Il ajouta que la relation entre les présidents Chávez et Fidel met en colère les États-Unis.

Le 17 octobre, le bureau de la représentante anti-cubaine, Ileana Ros-Lehtinen, émit un communiqué de presse relatif à une réunion du secteur énergétique qui aurait lieu à Cancun, Mexique. Le texte disait : "c'est inquiétant de voir comment les représentants des sociétés du secteur de l'énergie aux États-Unis prennent en compte la possibilité de se réunir avec leurs contreparties cubaines lorsque le régime castriste continue d'être une menace pour notre stabilité régionale et notre sécurité nationale".

Ros-Lehtinen publia elle-même au Journal des Amériques du 28 novembre un article d'opinion intitulé "Cuba et l'Iran: une association inquiétante", où elle déclare que "les croissantes relations entre Cuba et l'Iran constituent une menace sérieuse pour la sécurité nationale des États-Unis et pour la stabilité en Amérique latine et au Moyen Orient". Elle conclut en disant que "nous devons prendre des mesures visant à neutraliser sur le champ les nouvelles menaces issues de l'alliance Cuba-Iran et aussi avec le Venezuela".

Quelles sont ces mesures ? Évidemment, Mme. Ros-Lehtinen serait très satisfaite du débarquement à Cuba des "marins" yanquis. Cependant, nous nous permettons de rappeler à tous ceux qui pensent comme elle un extrait de la lettre adressée par le Général indépendantiste cubain Antonio Maceo au patriote cubain José Dolores Poyo, directeur du journal indépendantiste El Yara, à Key West, datée du 13 juin 1884. Maceo a exclamé cette fois-là :

"Quiconque tente de s'emparer de Cuba, ne recueillera que la poussière de son sol baignée de sang, s'il ne périt dans la lutte".

Cuba a beaucoup d'enfants prêts à donner leurs vies pour préserver la dignité, l'honneur, la justice sociale et la liberté.